



Le Couac



Plus de travail pour moins d'argent

EVE-LYNE COUTURIER
ET BERTRAND SCHEPPER
Chercheur-e-s à l'IRIS
www.iris-recherche.qc.ca

On nous a dit qu'il fallait travailler plus, on l'a fait. On nous a dit de créer plus de richesse, on l'a fait. En sommes-nous plus riche maintenant? Eux, oui. Pour la majorité des familles par contre, l'augmentation du temps de travail n'a pas équivalu à davantage de gains. Pire encore, ceux qui se sont le plus enrichis, c'est-à-dire les 10 % les plus riches, ont réussi à atteindre ce résultat en travaillant moins de semaines qu'en 1976.

L'IRIS s'est penché sur les données statistiques des 30 dernières années pour voir l'évolution des gains, des revenus après impôt et du temps de travail chez les familles québécoises. Le résultat est frappant. Alors que le PIB augmente de 71 % et que les familles travaillent en moyenne 14 semaines de plus en 2006 qu'en 1976, la richesse se répartit de manière plus inégale que jamais.

Plusieurs statistiques confirment cette conclusion. D'abord, le coefficient de Gini qui mesure les inégalités dans une société est en hausse par rapport à 1976. De plus, le seul groupe qui a vu sa part de richesse augmenter par rapport à la génération précédente est composé

des 30 % les plus riches. Tous les autres groupes possèdent collectivement moins qu'il y a 30 ans. C'est pour les 10 % au sommet de la pyramide des gains que l'augmentation est la plus substantielle. Lorsqu'on compare les gains moyens des 30 % les plus pauvres avec les 10 % les plus riches, même constat : l'écart se creuse et c'est pire depuis les dix dernières années.

Laissés au marché, les mécanismes de redistribution ne fonctionnent pas. Les familles travaillent plus, mais le résultat est mitigé. Pour plus de la moitié d'entre elles, les gains ont diminué lorsque comparés à 1976. Pour un autre 20 %, la situation est restée stable malgré une augmentation importante du temps de travail. Pour les plus riches par contre, tout va bien. Leurs gains sont près de 25 % plus élevés alors qu'ils travaillent 5 % de moins.

Par conséquent, la classe moyenne telle qu'elle était définie en 1980 s'est réduite de 12 %, alors que les plus riches et les plus pauvres gagnaient en importance. On se retrouve donc avec une société plus inégale qu'avant.

L'État aide à freiner l'écart qui se creuse. En effet, grâce à l'impôt et aux transferts, toutes les familles du Québec ont un revenu supérieur à ce qu'il était il y a 30 ans. Il est à noter que les familles les plus pauvres voient leur sort s'améliorer grandement. Toutefois, leur revenu

après impôt médian demeure sous la mesure de faible revenu, même pour une famille monoparentale avec un seul enfant. Le second groupe le plus privilégié est celui représentant les familles les plus riches, avec une augmentation de 14 %.

À gauche comme à droite, la réalité décrite par l'étude touche une corde sensible. On se sent floué par celles et ceux qui nous ont tenus des discours productivistes, on s'interroge sur le bien-fondé des efforts mis dans le travail qui ont surtout profité aux plus riches. Lorsqu'on ajoute à ce changement dans la cartographie de la distribution de la richesse les effets du dernier budget qui demande aux familles de la classe moyenne de payer plus pour moins de services, il est légitime de s'inquiéter.

Ajoutons à cela une autre réalité plus que préoccupante pour l'ensemble de la population : la question de l'endettement. Au Québec comme ailleurs,

Laissé au marché, les mécanismes de redistribution ne fonctionnent pas.

les taux d'endettement personnel sont à leurs plus haut en 40 ans. Du côté de la Banque Nationale, on s'en réjouit et on croit même qu'il est encore possible d'aller en chercher un peu plus. La crise financière et les dettes toxiques



n'ont pas freiné l'ardeur des institutions financières à nous plonger encore un peu plus loin dans la précarité financière.

Pourtant, de l'autre côté, on nous dit que les huissiers sont à la porte de la province, que la réduction de l'endettement public doit être la priorité des gouvernements. Plusieurs politiciens et de multiples groupes de pression revendiquent une certaine justice intergénérationnelle sur toutes les tribunes. Il s'agit d'un enjeu crucial en politique...

Peut-être serait-il temps de recentrer le discours sur la réalité des familles. Comment peut-on justifier que la construction d'infrastructures, d'écoles et d'hôpitaux soit un poids trop grand pour nos enfants, malgré le bénéfice collectif qu'ils en récolteront, tout en évacuant du même coup l'endettement personnel, la consommation érigée en symbole de réussite, l'omniprésence du modèle « achetez maintenant, payez plus tard »?

Novlangue

Soucieux de se refaire une image mondiale, BP annonce que son acronyme signifie désormais « Bonne Pêche ! »

MUSIRONIE

MARÉE NOIRE DANS LE GOLFE DU MEXIQUE

Le sénateur John McCain affirme qu'il y a trop de Noirs en Louisiane.

MUSIRONIE

Plus qu'une marée noire

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE QUI FUIT DE TOUTE PART

ÉMILIE E. JOLY

Le déversement causé par l'explosion de la plateforme Deepwater Horizon, exploitée par BP (British Petroleum) dans le Golfe du Mexique au large de la Louisiane exemplifie parfaitement l'incapacité du marché à s'autoréguler et à s'auto-imposer des normes environnementales (ou laborales, fiscales, sociales, de sécurité, etc.). L'explosion de Horizon, qui a tué 11 personnes et laissé s'écouler des milliers de barils de pétrole en haute-mer, est déjà considérée comme surpassant la destruction causée par le déversement du navire-citerne Exxon Valdez au large de l'Alaska en 1989.

Mais alors que toute réglementation est de plus en plus perçue comme l'ultime action antipatriotique, ou pire, le signe précurseur de l'avènement du communisme, comment le gouvernement américain peut-il empêcher des compagnies comme BP de changer l'eau en pétrole?

En juin 2009, le Minerals Management Service (l'institution responsable de la supervision de l'exploitation pétrolière) proposait des modifications mineures aux mesures de sécurité s'appliquant aux plateformes de forage obligeant les pétrolières à établir davantage de documentation quant aux procédures de sécurité et à mieux former leurs employés quant à ces procédures. BP répondait alors que « bien que BP appuie la mise en place par les compagnies de systèmes pour réduire les risques, accidents, blessures et déversements, nous ne soutenons pas une réglementation étendue et prohibitive ». BP stipulait alors que ces nouvelles règles étaient superflues, puisqu'elle avait démontré que « ses statistiques environnementales et de sécurité prouvent que les programmes volontaires sont very successful ». BP allait jusqu'à proposer que les audits de sécurité se fassent sur une base de performance et de risque plutôt que sur un horaire prescrit.

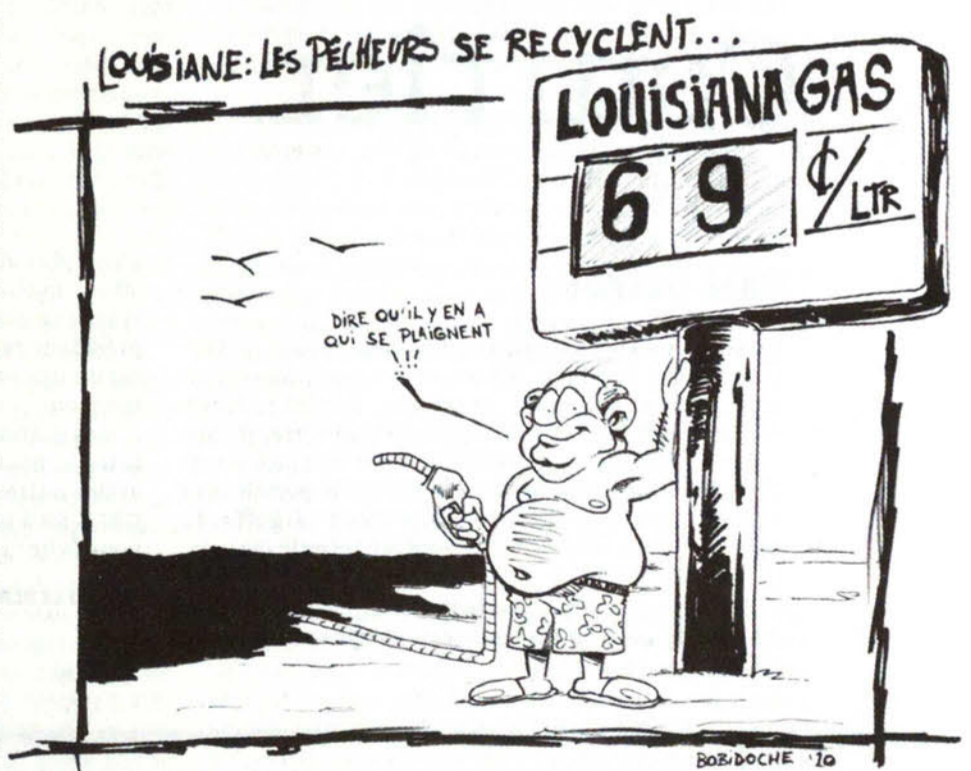
L'industrie pétrolière américaine est soumise à un laxisme tel qu'il est aujourd'hui plus facile aux États-Unis de construire une plateforme de forage au milieu de l'océan que de rénover sa devanture de maison.

Les plus récents rapports quant aux causes du déversement semblent pointer vers une chaîne d'événements produits par une série de failles, toutes

soumises à une autorégulation. La qualité du ciment utilisé pour colmater les digues inutilisées n'est pas réglementée; les procédures d'urgence en cas de brèche ne sont pas soumises à une supervision gouvernementale et les employés sont mal formés; les systèmes de sécurité ne sont pas inspectés par les agences gouvernementales; les obturateurs, valves et soupapes d'urgence ne suivent aucun standard fédéral de manufacture ou d'installation; et les agences fédérales ne mènent aucune inspection routinière pour en assurer leur efficacité. La sécurité des plateformes de forage maritime repose sur l'industrie pétrolière et la population n'a comme seul confort que le luxe de croire le président de BP America, Lamar McKay, lorsqu'il affirme en audience devant le Congrès que « l'obturateur devait être infaillible en cas d'accident ».

BP, le propriétaire et exploitant du puits de pétrole, Transocean, le propriétaire de la plateforme de forage, et Halliburton (oui, ce Halliburton là!), le sous-traitant qui gérait les opérations de forage de Deepwater Horizon, se renvoient la balle pour déterminer la responsabilité de chacun, et surtout celle des deux autres. Face à la tragédie touchant la Louisiane (une autre...), le gouvernement fédéral a pour sa part mis sur pied une équipe d'urgence pour mesurer les dégâts et élaborer un plan d'urgence. Toutefois, aucun scénario n'avait été préalablement établi pour colmater une brèche à 1500 mètres de profondeur. Plusieurs personnes ont déjà contribué à la cause (certaines idées plus loufoques que les autres, ont été publiées sur le blog oilspill.wikia.com/wiki/Gulf_Oil_Spill_Solutions_Wiki).

Dans l'immédiat, le Secrétaire de l'Intérieur, Ken Salazar, a accepté de scinder le Minerals Management Service (MMS), qui n'était alors redevable ni au Congrès, ni au Président, en trois agences indépendantes. L'une sera responsable de l'octroi des concessions, une deuxième, de l'application de



la réglementation en matière de sécurité, et une troisième, de l'aspect fiscal et de la collecte des redevances apportées par l'industrie pétrolière. Ces missions étaient jusqu'à maintenant gérées par le même bureau, menant à une « confortable relation » (comme le mentionna le Président Obama en conférence de presse), entre les compagnies pétrolières et les fonctionnaires du défunt MMS; sans mentionner les récentes allégations de scandales sexuels et de pots-de-vin entre certains fonctionnaires et certains cadres de l'industrie pétrolière.

En effet, le MMS, créé en 1982, était à la fois responsable de promouvoir le développement de l'industrie pétrolière et d'augmenter les redevances allouables, tout en appliquant la réglementation environnementale et en matière de sécurité et en sanctionnant les fautifs. Le MMS était la deuxième

SUITE À LA PAGE 5



Le Couac se met à la pétanque!

«Vous avez les boules?» Mieux : vous avez DES boules... de pétanque? Alors venez vous joindre aux camarades du Couac pour un petit tournoi-bénéfice amical samedi le 19 juin à 13 heures au Parc Lafontaine, à Montréal!

Voilà en effet une excellente occasion de joindre l'utile à l'agréable. L'utile, c'est de nous aider, en allongeant un gros 10 \$ (l'inscription au tournoi), à traverser la période creuse de l'été. Car pour votre information, il y a toujours avec le retour de la belle saison un moins grand nombre de renouvellements d'abonnements. Normal, puisqu'elle est si courte au Québec... Mais quand on est un journal qui «essaie encore de vendre de l'info à des lecteurs et non pas un lectorat à des annonceurs», cette période fait d'autant plus mal à nos coffres... D'où cette ponction minime dans les vôtres qui fera beaucoup de bien aux nôtres.

Quant à l'agréable, ai-je besoin de vanter ici tous les mérites de la pétanque, discipline à la jonction des Beaux-Arts et de l'épreuve olympique? Son accessibilité au moindre enfant capable de lancer à quelques mètres une boule de 750 grammes? Son caractère convivial, propice aux tractations de toutes sortes et aux mesures de distance pour délimiter un territoire, origine même du politique?

Voilà pourquoi nous nous sommes dit que la pétanque représentait sans nul doute la concrétisation la plus pure de la quintessence couacquoise : questionner la source des errements de notre organisation sociale et politique à travers son microcosme paradigmatique, le jeu de boules.

Tirer ou pointer n'est plus alors une question philosophique abstraite, une ontologie masturbatoire pour intellectuels coupés du monde, mais une décision bien concrète que l'on doit prendre sous la seule pression du soleil qui plombe et de votre adversaire qui tente de vous déconcentrer avec le lancinant : «Alors Gérard, tu tires ou tu pointes?»¹

Et comme *Le Couac* vomit l'idéologie de compétition qui imprègne notre monde, mais ne rejette pas pour autant la beauté perfectible du geste fluide et élégant, il y aura tournoi, avec grands finalistes et vainqueurs, mais ceux-ci n'auront comme récompense que de nous avoir ébahis par la précision et la grâce de leur mouvement (et d'avoir leur nom dans le numéro suivant du *Couac*)!

Alors voilà, pas de salle à louer, pas d'artistes à booker, seulement vous et nous, et le beau temps qu'on espère au rendez-vous (s'il pleut, on remet ça à une date ultérieure).

Venez donc seul(e), ou en équipe de deux déjà formées, mais venez. On n'a jamais organisé de tournoi, mais avec une feuille, un crayon et notre intelligence collective à tous, on devrait y arriver... À tout le moins, on passera sûrement un bel après-midi, et on permettra au *Couac* de passer l'été. C'est déjà pas mal.

En résumé :

Quand : samedi le 19 juin à 13h

Où : sur le petit terrain de pétanque du parc Lafontaine, juste au sud du Centre Calixa-Lavallée

Avec qui : vos ami(e)s, qu'ils connaissent ou pas le Couac, votre vieux père ou votre jeune fils, pour commencer à célébrer la Fête des Pères du lendemain

Avec quoi : votre bonne humeur et vos boules de pétanque

Info : 514 596-1017 ou info@lecouac.org

¹ Revoir la mythique scène de la pétanque de «Je suis timide mais je me soigne» avec Pierre Richard, au www.youtube.com/watch?v=-2yZFW_c68, pour ceux qui douteraient encore du pouvoir du regard pour déconcentrer l'adversaire...

PLOGUES

Couac cherche comptable

Le Couac se cherche un ou une comptable. La job consiste, en gros, à faire trois chèques et un dépôt par mois, plus les états financiers. Comme cela peut devenir routinier, vous avez la chance, avec un journal indépendant publié dans un système capitaliste et consumériste barbare, d'avoir toutes sortes d'occasions de mettre votre créativité en valeur! Par exemple, pour faire patienter des fournisseurs qui ne comprennent pas les aléas des abonnements et la beauté du don...

Car bien sûr, il s'agit d'un travail bénévole, comme c'est le cas pour les responsables de la production, de la correction, des abonnements, les graphistes, les auteurs, bref de tous les membres de notre joyeuse équipe.

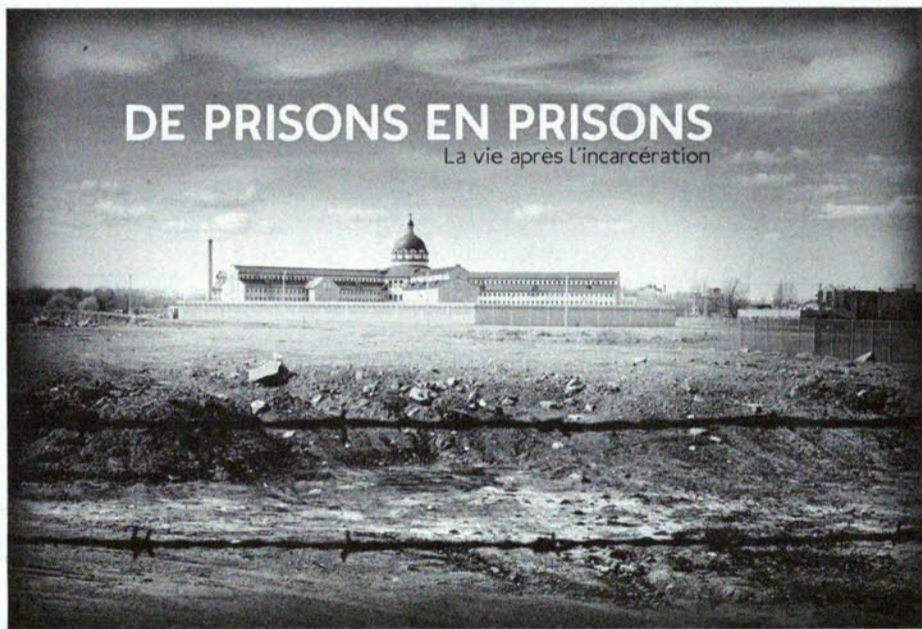
Notre ancienne comptable estime qu'elle mettait environ 25 - 30 heures par année à cette tâche cruciale à la survie d'un journal dont l'existence même est un immense bras d'honneur aux empires de Péleadeu et de Desmarais.

Alors imaginez votre gratification profonde quand vous vous régalez de ce *Couac* chaque mois en vous disant que c'est grâce à vous qu'il est là...
info@lecouac.org

CYCLOPE TOUR

Nous sommes à la RECHERCHE DE COURTS-MÉTRAGES en tous genres parce que, au mois de juillet, nous organisons avec des amis un cinéma itinérant ou autrement dit une tournée de diffusion de vidéos numériques au Québec, sur les deux rives du Saint Laurent et du Saguenay. L'idée est d'aller à la rencontre du monde, de créer un espace d'échange et de partage, sur un mode estival et convivial, partageant des émotions visuelles, tout en suscitant un «étonnement» autour des idées que l'on porte et transporte (anticapitalistes, écologistes, décroissantes, féministes, artistiques, poétiques...). Nous fonctionnons sans subventions, et les projections seront gratuites. Les vidéos peuvent être de durée variable (court à long métrage), indépendantes, militantes, amatrices, artistico-poétiques, et libres de droits de diffusion. Si vous avez aussi toutes sortes de suggestions (lieux de diffusion, contacts ou idées en tous genres), merci de votre participation.

LEILA BRENER, CYCLOPE TOUR, 514 563 1045



DE PRISONS EN PRISONS

La vie après l'incarcération

De prisons en prisons

À chaque mois au Québec, des centaines de détenu(e)s retrouvent leur liberté après avoir purgé leur peine. Que deviennent ces détenus(e)s une fois libéré(e)s?

Suivez les cinéastes Steve Patry et Santiago Bertolino sur la trace des rescapé(e)s du milieu carcéral dans un vidéoblogue interactif qui agira comme incubateur d'un film documentaire en devenir.

[HTTP://PAROLECITOYENNE.ORG/BLOGS/PRISONS/](http://PAROLECITOYENNE.ORG/BLOGS/PRISONS/)

Crise thaïlandaise

Un citoyen qui se promenait avec une chemise lilas a été arrêté par la police militaire, et sera accusé d'ambiguïté politique.

MUSIRONIE

Une bête de politique

Une étrange créature ressemblant à une loutre difforme a été repêchée des eaux d'un lac d'Ontario la semaine dernière. Baptisé le monstre, l'animal est la chose la plus hideuse à sortir des eaux ontariennes depuis Bob Ray tout nu, en 2007.

Provocation

Plusieurs proches de la nouvelle Miss USA, la libanaise Rima Fakhri, seraient membres du Hezbollah; on craint maintenant que la bombe ait été commanditée par l'organisation terroriste.

Damage control

La pétrolière BP a échoué la semaine dernière dans sa tentative de poser un gigantesque couvrecle sur l'opinion publique.

MUSIRONIE

Courrier

Sale pétrole

Quand je vois un robinet goutter quelque part, je fatigue. Quand j'entends le moteur d'un camion municipal tourner pour rien, je fatigue. Quand je croise un jeune qui jette des cochonneries par terre, je fatigue. Et voilà que j'apprends que par la faute d'une entreprise insouciante, 800 000 litres de pétrole brut s'échappent quotidiennement dans le golfe du Mexique. Huit cent mille! C'est à en devenir malade. [...]

J'espère que Barack Obama fera tout ce qui est nécessaire pour qu'une telle catastrophe ne se repro-

duise plus et que les républicains suivront (c'est possible, maintenant que Dick Cheney n'est plus à Washington), parce que Halliburton, de laquelle l'ancien président républicain a été PDG pendant cinq ans, est un des sous-traitants de la plateforme Deepwater Horizon.

Les grands de l'or noir ne pensent qu'à une chose : faire le maximum de profits pour satisfaire leurs actionnaires insatiables. Voilà pourquoi il faut les OBLIGER à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour éviter les accidents, les désastres écologiques.

SYLVIO LE BLANC

CYNISME POLITIQUE

Un sondage Débile-Léger révèle que les politiciens n'ont plus confiance en la population.

MUSIRONIE

Raison posthume

Nicolas Copernic a été enterré 467 ans après sa mort à la cathédrale de Frombork en Pologne, prouvant ainsi que le monde ne tourne pas rond.

MUSIRONIE

POUR S'ABONNER

Six mois : 17,71 \$ + taxes = 20 \$

Un an : 31,01 \$ + taxes = 35 \$

Deux ans : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement institutionnel et de soutien : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 230,34 \$ + taxes = 260 \$

Abonnement d'un an à l'étranger : 44,30 \$ + taxes = 50 \$

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues
Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
514.596.1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Apatrides anonymes, Nadia Alexan, Janik Bastien, Guillaume Beaulac, Robert Bibeau, François Cavaillès, Eve-Lyne Couturier, Alain Denault, Martin Dufresne, Bruno-Pierre Guillette, Emilie E. Joly, Barbara Legault, Médecins du CLSC des Faubourgs, Yvon D. Ranger, Bertrand Schepper, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Michel Virard, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Bobidoche, Boloney, Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Rémy, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

CORRECTION Isabelle Baez

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotov.ca

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR LMPI

Abonnement et publicité : 514.596.1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Vous voulez collaborer au Couac?

Envoyez-nous vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au info@lecouac.org.

www.lecouac.org

Marc Ouellet et l'avortement De mauvaise foi

MICHEL VIRARD

Marc Ouellet, qui n'est pas « seigneur » et encore moins le mien, me pardonnera certainement de laisser le « Monseigneur » au vestiaire. En relançant sur la place publique le refus total de l'avortement par l'Église catholique, même en cas de viol, il n'a fait que reprendre en public ce qu'il avait annoncé de manière plus privée au cours de l'allocution du *Primat de l'Église canadienne aux médecins catholiques*, publiée le 5 mai 2010 sur le site «enligneto.com», portail catholique et œcuménique d'information.

La confusion érigée en principe

Le respect de la vie à toutes les phases de son développement apparaît comme le principe et le fondement de l'ordre moral de la société

MARC OUELLET

A plusieurs endroits de son allocution, Marc Ouellet passe de la défense de la vie à la défense de la personne et vice-versa, les considérant apparemment comme une seule et même chose. Le respect de la vie du bacille de la peste n'inspirant pas une grande compassion chez la plupart des humains, je présume donc que Marc Ouellet veut dire respect de la vie humaine et non de toutes les formes du vivant.

Cependant, la *personne* et la *vie humaine* restent deux concepts suffisamment différents pour qu'on s'inquiète de cette imprécision aux conséquences potentiellement dramatiques. Tout d'abord, la notion de « dignité humaine » se conçoit en référence à la personne, pas nécessairement en référence à la vie humaine. Le débranchement de Terri Schiavo, en 2005, de son système artificiel de maintien en vie a illustré clairement cette différence. Un corps vivant mais où il n'y a manifestement plus « personne » ne peut prétendre à la

dignité d'une personne, seulement à celle d'une enveloppe humaine vide, ce qui n'est pas du même ordre. Marc Ouellet entretient donc volontairement une confusion regrettable entre vie humaine et personne, ce qui obscurcit le débat.

Le faux choix binaire (paralogisme du faux dilemme)

Pour la dignité de la personne humaine, M. Ouellet ne distingue que deux possibilités de début d'existence, à la naissance ou à la conception. En reprenant la position vaticane de 1987, « la dignité de la personne humaine est la même à toutes les phases de son développement », il affirme donc haut et fort qu'un blastocyste (embryon à son tout début) fait de quelques cellules indifférenciées, sans capacité aucune de fonctionnement cérébral, devrait disposer de droits similaires à ceux d'un être humain vivant, conscient, pensant, souffrant et porteur d'un vécu. Pourtant, les législations occidentales sur l'avortement limitent généralement l'avortement sur simple demande aux seules 10 ou 12 premières semaines, alors que l'embryon n'a pas de capacité neuronale fonctionnelle. Or cet aspect des étapes intermédiaires du passage progressif de l'œuf fécondé au bébé viable est complètement évacué du discours de M. Ouellet qui, en forçant un choix binaire complètement artificiel, s'assure de faire oublier que, même au très libéral Québec, une interruption volontaire de grossesse (par opposition à une interruption médicale) n'est, en fait, pas disponible au troisième trimestre de grossesse.

M. Ouellet affirme sans sourciller que « La réalité de l'être humain, tout au long de son existence, avant et après la naissance, ne permet d'affirmer ni un changement de nature ni une gradation de la valeur morale, car il possède une pleine qualification anthropologique et éthique. ». Plus loin il affirme « Il est reconnu scientifiquement que

l'être humain dispose dès sa conception d'un capital génétique unique et complet qui va se développer dans une ligne de continuité et de croissance. La personne adulte qui a parcouru toutes les phases du développement humain est la même personne qui a commencé par être un organisme microscopique dans le sein maternel. »

M. Ouellet entend jouer sur deux tableaux : celui de la *permanence de la personne* et sur celui de la *continuité du capital génétique* unique et complet, pour démontrer la valeur morale de l'embryon à t=0. Cependant ce raisonnement se heurte à des obstacles insurmontables.

D'abord, si la continuité du capital génétique est bien réelle, ce capital n'est pas forcément unique (cas des jumeaux identiques) et il n'est donc pas toujours possible de faire coïncider chaque personne avec un capital génétique unique. De plus cette continuité du capital génétique n'est pas garantie au tout début du développement (deux premières semaines). Deux blastocystes hétérozygotes, normalement destinés à produire des jumeaux fraternels (non identiques), peuvent fusionner et produire un seul embryon, tout à fait viable, qui sera de nature chimérique et pourra avoir un capital génétique issu de plus que de deux parents! Si la « personne » du blastocyste original est une réalité (M. Ouellet prend bien soin de ne pas parler « d'âme », ce qui est nouveau) on se demande bien ce qu'il advient de celle-ci au moment d'une division de blastocystes (cas des jumeaux identiques) ou au moment d'une fusion de deux blastocystes (cas de l'individu chimérique). Ces particularités de l'embryogenèse humaine excluent l'hypothèse d'une « personnalité » unique et inséparable de l'embryon dès la conception. La réalité, fort simple, c'est qu'il n'existe pas de support physique à une prétendue

« personnalité » de l'embryon. Les cellules indifférenciées du blastocyste n'ont pas plus de « personnalité » ou de « spiritualité » si on veut utiliser ce terme, que celles que l'individu perdra régulièrement au cours de sa vie et qui, elles aussi, auront exactement le même capital génétique. Cette absence de support physique pour une « personne » se poursuit aussi à la période suivante du développement et c'est seulement après l'apparition de réseaux neuronaux fonctionnels qu'on pourrait parler d'une éventuelle personnalité pour un fœtus. C'est aussi pour cette raison que l'avortement sur demande des premiers trois mois d'une grossesse a fini par être considéré comme allant de soi dans la plupart des nations occidentales émancipées de leur Église nationale. Un fœtus de moins de trois mois ne

Marc Ouellet entretient [...] une confusion regrettable entre vie humaine et personne, ce qui obscurcit le débat.

peut tout simplement pas être considéré comme une personne. Je concède que cela laisse les questions d'avortements tardifs en suspens et l'Église catholique aurait pu contribuer au débat sur les choix difficiles à faire dans ces cas réellement délicats si elle ne s'était pas d'abord totalement discréditée par une position intenable sur l'avortement en début de grossesse. La décision du Vatican de prohiber toute forme d'avortement volontaire ne peut pourtant s'appuyer sur aucun verset explicite dans tous les évangiles et cela malgré les prétentions des auteurs du site www.xn--vangile-9xa.com/versets-bibliques/avortement.html qui s'imaginent justifier cette prohibition avec des versets qui n'ont manifestement rien à voir avec l'avortement.

La réfutation plus complète à : <http://assohum.org/2010/05/commentaires-sur-lallocution-de-marc-ouellet-primat-du-canada/>

LA GUIGNOLÉE PLANÉTAIRE

NADIA ALEXAN

fondatrice d'Action citoyenne, www.citizeninactionmontreal.org

J'étais enchantée de recevoir un billet de faveur d'une valeur de 100 \$ pour assister, le 22 avril dernier à l'occasion du Jour de la Terre, au Sommet du millénaire de Montréal, qui portait notamment sur la réduction de la pauvreté. Ce sommet international réunissait des personnalités telles qu'Al Gore, ancien vice-président des États-Unis et leader en matière d'environnement – qui a produit le célèbre documentaire intitulé *Une vérité qui dérange* –, et Sarah Ferguson, duchesse de York.

Cependant, mon enthousiasme s'est refroidi lorsque tous ces conférenciers de renom ont évoqué les ravages de la pauvreté sans jamais en nommer les causes! Sarah Ferguson a même chanté les louanges de la société Coca-Cola parce que cette dernière a créé une boisson dont le produit servira à la reconstruction d'Haïti. Elle a cependant omis de dire qu'en Amérique latine cette multinationale supprime quasiment des emplois de syndicaliser les travailleurs qui gagnent des salaires de misère et sont pratiquement ses esclaves. Mme Ferguson n'a pas parlé de la destruction et de l'appauvrissement des terres ni de la contamination de l'eau, qui surviennent partout où Coca-Cola s'installe, sans compter que cette entreprise se consacre à la production d'une boisson inutile sur le plan nutritionnel et nocive pour la santé.

En outre, les commanditaires de cet événement, notamment Rio Tinto Alcan et le Groupe Investors, comptent eux-mêmes parmi les responsables des énormes disparités entre riches et pauvres. Ces entreprises s'opposent à toute réglementation édictée par les gouvernements pour distribuer équitablement la richesse, dissimulent leur argent dans des paradis fiscaux, exigent des subventions alors qu'elles génèrent des profits record, créent des emplois précaires assortis d'un salaire minimum et n'offrant aucune assurance médicale, aucun régime de retraite ni aucun filet de sécurité.

Le sommet a occulté la cupidité du secteur financier et des spéculateurs de ce casino qu'on appelle la bourse, qui engendrent des crises économiques successives. La pauvreté ne tombe pas du ciel : il y a toujours une relation de cause à effet! Les conférenciers ont décrié les conséquences de la mondialisation sans jamais pointer du doigt les causes ou les coupables de l'appauvrissement de la moitié de la population, soit trois milliards de personnes qui doivent assurer leur subsistance avec l'équivalent d'un ou deux dollars par jour, sans eau potable ni alimentation ou habitation adéquates.

Les conférenciers n'ont pas montré le lien entre la pollution causée par les entreprises d'une part, et la dévastation de l'environnement et la pauvreté d'autre part. Et bien que le sommet ait été annoncé comme un forum d'échanges entre les groupes communautaires, lesquels travaillent avec acharnement à éradiquer la pauvreté, et les décideurs, aucun microphone n'était fourni et les intervenants du milieu communautaire ont dû s'en tenir à un rôle de spectateurs. Au lieu d'engendrer une discussion fructueuse entre les différents acteurs, ce forum a servi les intérêts des entreprises impliquées. Son organisateur, Daniel Germain, est peut-être bien intentionné, mais il ne comprend pas que la charité ne suffit pas. La philanthropie doit être appuyée par la justice sociale.

Un ordre de Foi

Après le Saint Suaire de Turin, le Pape Benoît XVI s'est recueilli la semaine dernière devant une toast sur laquelle le visage de la vierge Marie était clairement visible. Il a ensuite livré un sermon vibrant sur le sérieux de la Foi.

ABUS SEXUELS

On apprend que l'évêque de Bruges ne faisait pas dans la dentelle.

MUSIRONNE

Toujours la faute des femmes : « vierge, mère ou putain »

JANIK BASTIEN ET BARBARA LEGAULT

Avec un zèle renouvelé, la frange intégriste religieuse des anti-choix, accompagnée de ses figures de proue comme le cardinal Ouellet et une brochette de députés fédéraux du caucus pro-vie, nous assomme de ses discours moralisateurs et culpabilisateurs. Bien qu'ils se drapent de bonne conscience et s'épandent en souci mielleux pour « La Femme » et les mères, il est important de tirer la couverture pour voir les affreux contours de leur stratégie, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit.

Mais d'abord, petit retour en arrière. À la suite de hautes luttes, le mouvement féministe a finalement obtenu pour les femmes la possibilité de disposer de leur corps comme elles l'entendent. Depuis 1969, avec l'approbation des sacro-saintes autorités médicales, nous pouvions mettre fin à une grossesse mais c'est seulement il y a 21 ans, avec l'affaire Chantal Daigne de 1989, que la Cour Suprême du Canada décriminalisait définitivement l'avortement. Cependant, le front de la lutte pour le droit à l'avortement ne s'est jamais refermé, considérant le manque criant d'accès aux services : 84 % des hôpitaux canadiens n'offrent pas le service d'avortement et il n'y a aucune clinique ou hôpital pour y recourir à l'Île du Prince Édouard.

Alors que les années 1990 marquèrent le retour en force de la droite économique, avec le débarquement du néolibéralisme testé dans les pays du sud et la phobie fomentée de la dette publique, les années 2000 se sont ouvertes d'un côté par de grands mouvements de contestation anti-mondialisation et anti-capitaliste, et de l'autre par une remontée en force des intégrismes religieux chrétiens en Amérique du Nord. La droite religieuse ne lâche jamais le morceau.

Galvanisée par l'arrivée des conservateurs au pouvoir en 2006, elle tente par divers stratagèmes de reprendre le contrôle sur notre corps. Récemment, elle s'est offert en terreau fertile un congrès Québec-vie au Québec, à Québec (15 mai 2010) avec nul autre que le cardinal Marc Ouellet comme président d'honneur. Au Canada anglais, des milliers d'anti-choix se sont rassemblés sur la colline du parlement le 13 mai dernier pour applaudir la décision de Harper d'exclure les services d'avortement de l'initiative pour la santé maternelle et de l'enfant du G20 qui se réunira en juin à Toronto. La droite économique et religieuse fait appel à ses mascottes, du cardinal Ouellet aux députés du caucus « pro-vie » du parlement fédéral, composé d'une seule femme et de vingt hommes. C'est pour dire qui veut le contrôle sur notre corps!

Toutefois, si des personnages comme Marc Ouellet sont clairs dans leurs intentions de recriminaliser l'avortement en affirmant que même en cas de viol, « on ne répare pas un crime en en commettant un autre », d'autres y vont par la porte arrière et jouent de tergiversations et de fantaisistes coups de patin. Dans sa dernière campagne électorale, Harper promettait de ne pas rouvrir le débat sur l'avortement, mais depuis son élection, des douzaines de projets de loi visant à en restreindre l'accès, à recriminaliser ou

carrément à éliminer le droit à l'avortement ont été présentés, sous forme de projets de loi privés, pas ses propres députés.

Le projet de loi C-484, qui fut battu notamment grâce à la grande mobilisation du mouvement féministe, tentait d'octroyer par la bande un statut légal au fœtus en proposant une double peine pour des crimes commis contre une femme enceinte. En ce moment, l'épée de Damoclès vient du projet de loi C-510 qui veut rendre illégal l'exercice de « pressions » sur une femme pour qu'elle se fasse avorter, alors que la définition de « pression » proposée dans le texte de loi est tellement vague qu'elle pourrait inclure toute forme de soutien, de conseil, d'information ou de référence. Seuls les médecins seraient habilités à informer « objectivement » les femmes de leurs options. Ce n'est ni plus ni moins que le retour à 1969, à la loi de Pierre Elliott-Trudeau.

Dans le cas de C-484, on se serait servi du statut d'enfant octroyé au fœtus pour mener l'attaque plus loin. Avec C-510, on laisse le flou planer sur la définition de « pression ». L'auteur de ce projet de loi, le député conservateur de Winnipeg Sud Rob Bruinooze, également président du caucus pro-vie à Ottawa, a récemment fait éclater au grand jour la stratégie des intégristes religieux. Lorsqu'il s'est adressé à la foule d'anti-choix rassemblée le 13 mai dernier à Ottawa, il a affirmé que :

Pour le mouvement pro-vie au Canada, il est toujours important d'y aller par étapes, par petites étapes, pour faire reconnaître la valeur des enfants non encore nés. Je suis persuadé que les gens comme vous appuieront ce projet de loi (C-510). Des pétitions circulent d'ailleurs dans la foule. (*Le Devoir*, 13 mai)

L'odieux, dans une bonne partie du discours des intégristes anti-choix, est qu'ils se découvrent une passion soudaine pour les intérêts de « La Femme ». Harper nous casse les oreilles avec sa soi-disant volonté paternaliste « d'aider » les mères et les enfants de part le monde alors même qu'on mène une guerre impérialiste sous prétexte de sauver les femmes afghanes. Le projet de loi C-510 trompette sur l'empowerment des femmes enceintes contre les pressions à l'avortement (« Empowering pregnant women to stand up against abortion coercion ») – et face aux innombrables pressions à la maternité, on se fera une loi contre ça aussi???

Qu'on soit claires : quand on a à cœur le bien-être de personnes, on reconnaît et respecte leur autonomie. Agir pour le « bien des femmes » sans les femmes, c'est la même chose qu'agir pour le « bien des Autochtones » sans les Autochtones, pour le « bien des colonisés » et pour le « bien des esclaves », de la même manière qu'un patron agit pour le bien de ses employés; PKP par exemple... Un peu plus et on dépoussière le vieux Platon et sa cité élitiste où une minorité blanche et masculine éclairée décide pour l'ensemble de la population!

Tant aux intégristes qu'aux anti-choix ordinaires, nous répondons « Ne me libère pas. Je m'en charge! ».

LA POUBELLE DU DEVOIR

Article d'opinion que la vénérable institution de la rue Bleury n'a pas daigné publier



Des médecins se prononcent

Remplacer les catégories de l'aide sociale par un revenu minimum garanti

DR DAVID BARBEAU, DR PAUL PELLETIER, DR JEANNE BOUÏSSET, DR CHANTAL GERVAIS, DR DIANE ROGER-ACHIM, DR SAMUEL HARPER, DR NATHALIE LAUZIER, DR DOMINIQUE HOTTE, DR CLAUDE RAJOTTE, DR ISABELLE LAROQUE

Médecins, CLSC des Faubourgs du CSSS Jeanne Mance à Montréal

Le 18 novembre dernier, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec a présenté au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale une pétition visant à éliminer les catégories « apte » et « inapte » à l'emploi utilisées pour calculer le montant des prestations mensuelles d'aide sociale. Actuellement, une personne seule jugée apte à l'emploi reçoit en prestations d'aide sociale 564 \$/mois. Ce montant peut être augmenté de 120 \$/mois si la personne présente certaines conditions, dont une inaptitude temporaire à l'emploi pour raison médicale. Les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi pour une période prolongée reçoivent quant à elles 858 \$/mois. À des fins de comparaison, mentionnons que Ressources humaines et Développement des compétences Canada a calculé qu'en 2007 le revenu mensuel permettant d'assurer le

différentes raisons :

- Les raisons expliquant l'aptitude ou l'inaptitude d'une personne à travailler débordent largement de la sphère médicale et ne correspondent pas nécessairement à des diagnostics précis. L'analphabétisme, le décrochage scolaire précoce, la négligence pendant l'enfance, les troubles d'apprentissage, une personnalité difficile, bref, ce genre de conditions qui expliquent bien souvent l'inaptitude à l'emploi, ne sont pas des diagnostics reconnus.

- Ces demandes colorent négativement la relation patient-médecin. Cela peut engendrer une perception négative du patient chez le médecin ou encore provoquer chez le patient un sentiment de rejet, de colère ou d'injustice en cas de refus.

- Ces formulaires devraient être remplis par des médecins qui connaissent bien les personnes qui en font la demande. Mais près de 25 % des personnes au Québec n'ont pas de médecin de famille (près de 35 % à Montréal). La personne qui estime ne pas être en mesure de travailler en raison de sa santé doit donc souvent faire appel à un médecin qu'elle ne connaît pas lors d'une consultation sans rendez-vous. Or, procéder à l'évaluation complète d'une telle demande pour en arriver à une réponse juste et éclairée est impossible dans ce contexte. Les formulaires sont donc souvent remplis rapidement sans évaluation approfondie et certains médecins refusent tout simplement de le faire.

- Le temps médical requis pour remplir ces formulaires est un temps qui pourrait être utilisé à autre chose. Dans un contexte de pénurie médicale, il est désolant que des médecins doivent consacrer du temps à ce genre de travail.

- Le formulaire de l'aide sociale demande aux médecins de préciser si un patient est apte à suivre des formations ou des programmes augmentant son employabilité. Or les médecins n'ont aucune idée des programmes existants ni de leurs exigences. On peut également se questionner sur l'efficacité de tels programmes pour favoriser le retour sur le marché du travail.

Le montant minimal actuel accordé par l'aide sociale ne permet pas le maintien d'une bonne santé (mauvaise alimentation, logement insalubre et bruyant, isolement social, etc.) et ses impacts psychologiques sont dévastateurs (réduction de l'estime de soi, trouble

de l'adaptation, anxiété, dépression). Pour aider ces personnes à hausser leur maigre revenu mensuel, le médecin doit trouver un diagnostic qui justifie l'incapacité au travail. Mais apposer une étiquette d'inaptitude est lourd de signification et la grande majorité des personnes qui viennent nous voir avec ce formulaire n'aspirent en fait qu'à se trouver un travail qui leur convient. La réalité est que beaucoup de personnes qui font la demande d'un certificat d'inaptitude médicale pourraient effectuer certains travaux, à leur rythme, dans un cadre qui leur est adapté. Des conditions que le marché du travail actuel n'est pas en mesure de fournir.

Nous avons demandé au gouvernement d'abolir ces catégories de l'aide sociale et par le fait même de retirer aux médecins la responsabilité de juger ces inaptitudes. La façon la plus simple d'atteindre cet objectif nous semble l'instauration d'un revenu minimal d'insertion garanti qui pourrait être fixé dans un premier temps, comme le FCPASQ le suggère, au montant actuel octroyé aux personnes en incapacité permanente soit de 858 \$/mois. Nous pensons que ce geste contribuerait à améliorer la santé et l'intégration des personnes assistées sociales tout en permettant de récupérer du temps médical qui pourra être utilisé à meilleur escient. Il faut aussi considérer que cet argent sera immédiatement redistribué dans la société québécoise puisqu'il servira à faire des achats ou des paiements de biens essentiels courants. Car ce n'est pas avec 858 \$/mois que l'on peut s'acheter des REER ou mettre de l'argent à l'abri dans des paradis fiscaux!

Mise à jour - Montréal, 20 mai 2010

Malheureusement, mais sans grande surprise, le dernier budget du gouvernement en place n'est pas du tout allé dans le sens d'une plus grande solidarité envers les plus démunis de la société. Au contraire, les mesures que souhaite mettre en place le gouvernement, en particulier dans le domaine de la santé, affecteront principalement ceux dont la capacité de payer est la plus faible. Toutes les études sur le sujet tendent à démontrer que la pauvreté est un déterminant de la santé extrêmement important, qu'elle a un impact négatif sur à peu près toutes les conditions médicales et que par conséquent les coûts de santé engendrés par la pauvreté sont énormes. Alors que d'un côté le ministère de l'Emploi et de la « Désolidarisation sociale » s'évertue à imaginer des mécanismes pour que l'état soutienne le moins de personnes possible, d'un autre côté, le ministère de la Santé et des Services sociaux doit assumer les coûts énormes engendrés par la pauvreté. Triste gestion à courte vue d'un gouvernement sans vision, sans projet collectif, guidé uniquement par le maintien de ses privilèges et ceux de ses amis.



minimum vital d'une personne seule se chiffrait à 1106 \$/mois. Les personnes vivant de prestation d'assurance sociale au Québec sont donc loin de ce minimum même si elles sont jugées inaptes au travail.

C'est aux médecins qu'on a confié la responsabilité de déterminer si une personne est apte ou inapte au travail de façon temporaire ou prolongée. On demande également aux médecins de se prononcer sur les limitations fonctionnelles de la personne et sur ses capacités à améliorer son employabilité.

Ce système engendre des coûts administratifs importants et place les médecins et les patients dans une position extrêmement inconfortable pour

Résilience capitaliste

En échange d'un prêt de plusieurs milliards de dollars à la Grèce, le FMI et la Banque Mondiale se gardent un droit de regard sur l'exploitation touristique de cette toute nouvelle ruine de l'économie.

MUSIRONIE

DÉLOCALISATION INTERPLANÉTAIRE

Le ministre des Finances Jim Flaherty s'oppose à une taxe mondiale sur les banques, affirmant que celles-ci risquent de s'en aller sur une autre planète.

MUSIRONIE

Diktat contre l'Euro

ROBERT BIBEAU

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

La crise économique grecque fait trembler le monde. La petite Grèce menace d'entraîner l'économie mondiale à sa perte. Si la Grèce a une telle importance économique pourquoi ne l'a-t-on pas surveillée étroitement pour l'empêcher de nous précipiter dans cette crise? Saviez-vous que la Grèce était une puissance économique de cette importance? Évidemment non, parce qu'elle ne l'est pas.

Ce n'est pas la Grèce qui menace l'Euro, [...] ce sont les spéculateurs boursiers qui jouent contre l'Euro.

De quoi parle-t-on au juste? D'un pays de 11 millions d'habitants (2,2 % de la population de la zone Euro), dont le PIB était de 222 milliards de dollars en 2005, soit 1,2 % du PIB de l'Union européenne qui tourne autour de 18 285 milliards par année. Ce serait le déficit public de ce lilliputien qui ferait s'écrouler l'économie de l'Europe toute entière, l'Europe qui représente 30 % de l'économie mondiale contre 24 % pour les États-Unis.

Le père fouettard présente « l'énorme » dette de la Grèce comme étant un gouffre sans fond. La Grèce est plombée d'une dette publique à long terme de 113 % de son PIB soit 235 milliards de dollars au total contre une dette publique de 6 509 milliards pour l'ensemble de l'Union européenne, la Grèce représente donc 3,6 % du total de la dette de la zone Euro. La Grèce est grevée d'un déficit budgétaire courant de 28 milliards de dollars contre 300 milliards \$ de déficit annuel pour l'ensemble de

l'Union, la Grèce représente donc 9 % du total de l'Union. Bref, pour chacun des indicateurs économiques, la Grèce représente entre 9 et 1,2 % des valeurs globales en jeux.

Le programme de sauvetage financier de la Grèce coûtera tout au plus 30 milliards d'euros échelonnés sur quelques années, l'équivalent d'une semaine du déficit américain (dette publique correspondant à 90 % de son PIB annuel). Par contre, un plan de défense de l'Euro vient d'être annoncé par les chefs de gouvernements à hauteur de 750 milliards d'euros, davantage que le plan de sauvetage des institutions financières après la fraude américaine l'an dernier.

Ces chiffres suffisent à faire comprendre que l'on ne parle plus de l'affaire grecque depuis belle lurette. Ce n'est pas la Grèce qui menace l'Euro, l'économie européenne et l'industrie mondiale, ce sont les spéculateurs boursiers qui jouent contre l'Euro¹. Pourquoi jouent-ils contre l'Euro? Pour sauver le dollar et l'économie parasitaire américaine. L'économie américaine est une économie de consommation et d'importation alors que les économies japonaise, chinoise, allemande, suédoise et néerlandaise sont des économies de production et d'exportation.

Pouvez-vous imaginer un ménage qui ne ferait que consommer. Pendant trente ans ce ménage consommerait deux à trois fois plus qu'il ne produirait (ou qu'il ne gagnerait). Son déficit annuel courant serait chaque année plus important et cela depuis trente ans. De l'autre côté de la rue, le ménage d'en face approvisionnerait le déficitaire année après année. Un jour le ménage créancier risque de se présenter chez le débiteur et de lui réclamer son dû.

C'est ce qui risquait de se produire pour les Américains. Le dollar a servi de monnaie d'échange internationale depuis l'accord monétaire international de Bretton Woods². Les Américains ont donc imprimé des dollars - émis des devises - non pas autant que leur économie en avait raisonnablement besoin, mais autant que l'économie mondiale en avait besoin. Depuis dix ans environ les États-Unis ont émis pour 29 000 milliards de dollars de devises au-delà de leur développement économique national. C'est ainsi que notre voisin consommateur réussit à vivre au-dessus de ses moyens depuis trente ans. C'est ainsi que la valeur du dollar diminue progressivement face à l'Euro et face au Yen. Malgré la force de leurs devises, les japonais et les allemands parviennent tout de même à exporter largement grâce à une productivité supérieure et à la qualité de leurs produits. Par ailleurs, leur monnaie forte attire les investissements à la recherche de profits juteux. Tout cela mine le dollar qui perd peu à peu son titre de monnaie refuge au profit de l'or, de l'Euro et du Yen dont les valeurs n'ont cessé de croître... jusqu'à la crise spéculative du mois d'avril.

L'an dernier, un groupe de pays producteurs de pétrole et de pays émergents réunis autour de la Chine, de l'Iran, de la Russie et du Brésil ont décidé de convertir leurs dollars en un panier d'autres devises, l'Euro étant la première de ces devises, et de cesser de faire leur commerce, au premier chef le commerce du pétrole, en se servant de l'étalon dollar. Cette décision doit entrer en vigueur progressivement à partir de 2012.

La spéculation boursière visant l'Euro est la première riposte des spéculateurs américains contre cette déci-

sion qui les priverait de leur statut privilégié de banquiers du monde. En ramenant l'Euro à parité avec le dollar³ - l'avantage Euro - l'intérêt pour les détenteurs de devises de posséder des Euros plutôt que des dollars, s'amenuise. Évidemment, un Euro moins cher favorisera les exportations européennes sur les marchés mondiaux mais c'est le Japon et la Chine qui en pâtiront. Il y a déjà un certain temps que les États-Unis ont renoncé à défendre leur industrie et leur force productive contre la concurrence étrangère. Les services représentent 78 % du PIB américain, alors que l'industrie ne représente plus que 16 % du PIB américain.

Jean-Michel Vernochet n'a pas tort d'affirmer que ce jeu spéculatif contre l'Euro, ce « chaos constructeur », présente un réel danger de voir s'effondrer l'ensemble de la structure monétaire mondiale. L'Euro représente tout de même la première économie du monde (30 % du PIB mondial). Mais qu'importe, les spéculateurs ont confiance de briser les visées hégémoniques de l'Euro et de le remettre sous la coupe du dollar, l'instrument monétaire de leur domination sur l'économie mondiale. Avant d'attaquer l'Iran et de fermer le détroit d'Ormuz à la navigation pétrolière et ainsi priver l'Europe et la Chine du pétrole du Moyen-Orient les États-Unis possèdent quelques autres moyens de contraindre leurs partenaires à se soumettre à leurs diktats.

1 <http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/des-grands-fonds-speculatifs-parient-contre-l-euro-227700.html>

2 http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_de_Bretton_Woods

3 <http://www.voltairenet.org/article165451.html>

La suite du Top 10

OSTIE D'RACISS

Les Apatrides anonymes (www.apatridesanonymes.info) ont lancé une campagne visant à dévoiler les voix et les visages du racisme au Québec et au Canada. Que ce soit des individus ou des institutions, leur voix alimente, par leur haine et leur propos, les préjugés et la peur de l'autre.

Tous les jours, des individus et des institutions racistes opèrent autour de nous et contribuent à nous diviser, à nous exclure et à repousser sans cesse les limites de ce qui est acceptable. Le gouvernement vote des lois, déporte, emprisonne et renvoie des gens vers la torture, les flics appliquent des lois

racistes et effectuent du profilage racial tandis que les éditorialistes, en bonne courroie de transmission de cette violence institutionnalisée, stigmatisent des gens et des populations entières, et ce, en toute impunité.

Voici donc la suite du palmarès amorcé le mois passé dans le Couac de mai. Vous pouvez aussi voter en ligne au www.apatridesanonymes.info/sondage.php pour les plus pire raciss bien de chez nous! Les grands « gagnants » seront éventuellement dévoilés lors d'un Gala des prix Ostie d'raciss. À suivre, donc.

LES APATRIDES ANONYME

SCRS et GRC

Respectivement le Service canadien de renseignement et de sécurité et la Gendarmerie royale du Canada, ces deux institutions ne sont rien de moins que le bras armé du gouvernement canadien pour l'application de sa politique en matière d'immigration et d'insécurité. Ces deux forces obscures – connues pour leur rôle direct dans la criminalisation, le harcèlement et le profilage des réfugiées, immigrantes et sans-statut – sont responsables de l'infiltration de communautés migrantes et de groupes politiques. Elles interviennent dans le processus de sélection des réfugiées, des immigrantes et des visiteuses; créent des dossiers incriminants et erronés sur certaines personnes; menacent des réfugié(e)s ou résident(e)s permanent(e)s afin qu'ils et elles espionnent leur propre communauté. La GRC, comme le SCRS, a été sévèrement blâmée par le juge O'Connor en 2006 pour la déportation et la torture de Maher Arar, alors que dans son rapport, il recommandait également la tenue d'une enquête dans les cas el-Maati, nouredine et al Malki. Finalement, on ne peut passer sous silence leur implication dans la mascarade des certificats de sécurité, avec son lot d'irrégularités : preuves secrètes, témoignages obtenus sous la pression et la torture, coulage dans les médias.

Le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)

Le SPVM est une organisation puissante et quasi indépendante de tout contrôle politique et administratif. Durant les 20 dernières années, elle a été responsable de la mort d'une quarantaine de personnes, dont une bonne part de citoyens issus de l'immigration, allant d'Anthony Griffin à Fredy Vilanueva, en passant par Martin Suazo et Mohamed Annas Benis. Dans tous ces dossiers, les policiers assassins n'ont jamais fait face à la justice ou ont été acquittés. En parallèle, le SPVM a développé une politique de discrimination systématique en trois volets incluant le profilage social (visant les gens de la rue), le profilage politique (visant les militants et militantes) et évidemment le profilage racial. Les statistiques, issues des chiffres mêmes des PDQ, sont éloquentes : en 2006-2007, à Rivière-des-Prairies, 59 % des arrestations concernaient des Noirs alors qu'ils ne composent que 18 % de la population de

l'arrondissement! Tandis qu'à l'autre bout de l'île, à Ste-Anne-de-Bellevue, les Noirs qui ne sont qu'1 % de la population étaient victimes de 13 % des interpellations... Il faut savoir que toutes les plaintes pour profilage racial déposées devant la commission des droits de la personne sont vigoureusement contestées par le SPVM, avec l'appui actif de la ville de Montréal.

La Fraternité des Policiers et des Poicières de la ville de Montréal (FPPM)

La FPPM est le syndicat corporatif des 4600 flics de Montréal. elle est très active dans la défense individuelle de ses membres accusés de meurtre, de sévices et de discrimination. Niant systématiquement tout cas de profilage racial, elle pousse l'absurde jusqu'à justifier l'action de tous ses membres, y compris le meurtre. Récemment, la FPPM a fait obstruction à l'enquête de la coroner sur la mort de Mohamed Annas Benis allant même jusqu'à obtenir une injonction pour la faire tomber! Dans le cas de l'assassinat de Fredy Vilanueva, la FPPM a rejeté la responsabilité des événements sur l'attitude des jeunes de Montréal-Nord et a dénoncé toute tentative de faire la lumière sur le meurtre. Dans la foulée, elle a dénoncé le manque d'appui des élus à Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilote, la présence du maire de Montréal aux funérailles du jeune Fredy et a envoyé une mise en demeure aux médias pour leur interdire de nommer les deux policiers impliqués! En réaction à l'annonce de la récente politique du SPVM contre le profilage racial et illicite (!), le président de la FPPM, le subtil Yves Francœur, l'a qualifiée de « machine à produire des plaintes non fondées ». Selon lui, « après tout, la police est un organisme paramilitaire... »

Richard Martineau / Journal de Montréal

Islamophobe notoire, cet André Arthur du Plateau persiste et signe dans la défense de « l'homme blanc classe moyenne hétérosexuel automobiliste honnête travailleur », dont les droits seraient constamment menacés par les parades gaies, le Coran, le féminisme et la bouffe Kasher ou Halal. Celui qui ne connaît rien, mais a une opinion sur tout, nous sert son babillage nasillard et démagogique à la radio, dans les journaux et à Télé-Québec. Ce scab est l'un des artisans majeurs de la psychose sur les accommodations raisonnables, répétant inlassablement

que les terroristes sont dans le salon! Mention spéciale raciss au JdM pour lui donner une tribune, pour ses unes sensationnalistes du genre « Encore des turbans qui veulent enlever nos sapins de Noël », pour ses sondages bidons « Les Québécois sont-ils racistes? » et pour diffuser des profils avec photos de personnes migrantes recherchées.

La radio poubelle

Issue de la trash-radio popularisée aux États-Unis, la radio poubelle carbure au mépris, à la médisance, à la discrimination et à l'ignorance. Malheureusement, le sexisme et le racisme qui sévissent sur les ondes de ces radios trouvent écho dans la population. Qu'on retrouve Jeff Fillion, André Arthur ou le « Docteur » Mailloux derrière le micro, ces ordures vous plongent dans un univers d'imbécillité, de stupidité et de médiocrité d'une ampleur difficilement concevable. Traitant les uns de « tapette », de « b-s » ou les autres « d'islamo-terroristes », ces pseudo-animateurs cherchent avant tout la cote d'écoute. Ils sont prêts à tout dire pour faire du fric, mais surtout à défendre devant les tribunaux leur diarrhée verbale au nom de la liberté d'expression. Exemple édifiant : Benoît Dutrizac demandait à Samira Laouni (candidate du NPD aux élections de 2008), lors d'une entrevue à la radio, si elle avait eu besoin de la permission de son mari pour se présenter en politique. et d'en rajouter en disant qu'il la trouvait pas mal « sexy » avec son voile, tout en lui demandant s'il n'était pas inhumain d'envoyer des enfants à l'école le ventre vide durant le ramadan?! ou encore Jeff Fillion qui, en 2003 dans le dossier de la prostitution juvénile à Québec, a accusé toute la communauté noire de Limoilou de faire partie du wolfpack, le gang criminalisé à la tête de ce réseau de prostitution. Il avait renchéri en disant à toutes les immigrantes québécoises de retourner faire leurs crimes dans leur pays d'origine...

« Aux armeuuuh! »

Soccer, ultras et capitalisme

BRUNO-PIERRE GUILLETTE

Comme il fallait s'y attendre, les scabs du *Journal de Montréal* déconnent toujours. Le dimanche 11 avril 2010 un article sur les ultras de Montréal était truffé d'erreurs grossières. La réponse d'UM02 fut implacable.¹ Le mouvement ultra mérite d'être mieux connu.

Partout à travers le monde, chaque équipe de soccer (football) voit s'entasser dans ses stades une foule organisée qui manifeste sa joie et sa colère. Crétinisme juvénile? Absolument pas! Toujours dans les tribunes à prix modique, les ultras prouvent l'incroyable ingéniosité des organisations populaires, de leur créativité et de leur audace. Ce mouvement de supporters n'a rien à voir avec tout ce que les amateurs de sports nord-américains peuvent connaître.

Les méthodes ultras

L'objectif est de supporter l'équipe par tous les moyens (chants, drapeaux, tifos, banderoles, musique, fumigènes). Les ultras restent debout durant toute la partie. Les sections ultras sont d'ailleurs souvent sans sièges. L'impact d'une foule sur une équipe n'est pas un mythe. L'objectif de l'ultra est d'être *acteur* et pas seulement spectateur. Il s'agit carrément d'intimider l'adversaire et de lui faire commettre des erreurs, tout en motivant son équipe.

Le rapport à la légalité des ultras est très intéressant. Ils n'hésitent jamais à défier les forces de l'ordre si celles-ci tentent d'étouffer ou de contrôler leurs manifestations. La valeur cardinale des ultras est l'*autonomie*, pour éviter la récupération de leurs actions par les directions des clubs. Par exemple, au stade Saputo il est clairement indiqué que les fumigènes sont interdits en tribunes et à chaque but de l'Impact la boucane s'empare du stade... sous l'œil blasé des *goon* de sécurité. Pour préserver leur indépendance, les ultras produisent leur propre matériel (écharpes, autocollants, T-shirts) lequel finance

leurs activités.

La majorité des groupes ultras sont apolitiques, mais plusieurs s'impliquent dans leurs communautés, leurs villes ou leurs quartiers. Malheureusement, en Europe plusieurs groupes ultras tendent politiquement vers la droite, mais d'autres se démarquent par un antifascisme virulent.

Quelques groupes célèbres...

La *Brigate Autonome Livornesi*, qui soutient l'AS-Livorno en Italie, est ouvertement communiste et n'hésite jamais à chanter à tue-tête *Bandiera rossa*. Les statuts du FC St-Pauli en Allemagne condamnent explicitement le fascisme et toute autre forme d'intolérance. À chaque mi-temps, les partisans du FC Lens entonnent fièrement la chanson de Pierre Bachelet, *Les corons*, en l'honneur des mineurs du Nord de la France. Les *ultras Inferno* du Standard de Liège éjectent des tribunes tout partisan raciste et s'impliquent dans le mouvement antinazi en Belgique. Les *South Winners* de l'OM de Marseille utilisent abondamment l'image de Che Guevarra ou d'Émilio Zapata sur leurs tifos (immense bannière déroulée en début de rencontre importante).

En France, la *Coordination nationale des ultras* (CNU) réunit 26 groupes ultras. Leurs objectifs et de défendre leurs intérêts communs devant les directions de clubs et l'État. Ils veulent être considérés comme des acteurs du football et non comme des clients et s'insurgent comme le « foot business ».

« Trop de pognon tue la passion »

Leurs revendications font drôlement écho à ce qui cloche dans les sociétés capitalistes contemporaines. Laissons-les parler² :

« Alors qu'à l'heure actuelle les autorités sont de plus en plus répressives envers le peuple des tribunes [...] Ligue, médias, police n'ont de cesse de nous exclure de la famille du football. » Le CNU revendique :

« Un football où le stade reviendrait au centre des préoccupations avec des horaires, des tarifs adaptés au



public, plus de bâtons dans les roues pour les animateurs des tribunes que nous sommes, nous Ultra. Un retour à la base du football sport populaire par excellence, qui ne nécessite pour jouer aux quatre coins du monde qu'un ballon et quatre blousons.

Préserver les logos et couleurs historiques de nos clubs, et condamner des changements qui ont pour unique but un développement important du *merchandising*;

Lutter contre la cotation en bourse des clubs; lutter contre la venue de sociétés financières à la tête des clubs, qui auront pour but de satisfaire leurs actionnaires et donc de dégager des bénéfices sur le compte des clubs; préserver l'aspect sportif des clubs plutôt que l'aspect financier.»

Le mouvement ultra n'est donc pas seulement une association partisane. Il est aussi un exemple d'organisation populaire et un lieu de contestation. Comme quoi l'opposition au Capital n'est pas toujours là où l'on pense!

¹ Pour la consulter : « WTF JdM? ». 13 avril 2010. UM02. <http://www.ultrasmontreal.com/2010/04/13/wtf-jdm/>

² Les extraits ci-dessous proviennent de : CNU Infos : La feuille d'information de la coordination nationale des ultras. No 1, août 2007 et No 3, avril 2009.



SUITE DE LA PAGE 1

entité génératrice de fonds, dernière le *Internal Revenue Service* (IRS), générant des revenus de 13 milliards de dollars.

Toutefois, la restructuration du MMS laisse plusieurs perplexes, doutant qu'une réorganisation bureaucratique

puisse mener à de réelles réformes en matière de politique énergétique. Car, fondamentalement, il est bien question de politique énergétique, plutôt que de mise en place de nouvelles mesures de sécurité. Les États-Unis sont de plus en plus dépendants tant du pétrole que de ces redevances. Devant une industrie

pétrolière opérant des activités de forage en haute mer hautement dispendieuses – les coûts quotidiens d'opération de la plateforme *Deepwater Horizon* s'élevaient à environ 1 million de dollars- le gouvernement américain est confronté aux limites de son modèle économique et seule une nouvelle réforme en

profondeur pourrait mener à une nouvelle et indispensable réglementation de l'industrie. Car, devant le désastre du déversement de BP, la main invisible nous donne plutôt l'impression d'être en train de se branler que de réguler quoi que ce soit.

Robin des bois

LIBÉRALISME EN COLLANTS

EVE-LYNE COUTURIER

La semaine dernière, j'ai assisté à un débat sur la souveraineté qui réunissait deux générations de souverainistes et de fédéralistes. Alors que l'animateur se demandait s'il ne manquait pas un peu de passion dans les projets politiques, les deux fédéralistes et le vieux souverainiste se sont lancés dans une vive discussion sur la politique monétaire du Québec et son impact sur un éventuel pays... Et d'un seul coup, on transforme une question liée aux idéaux que nous voudrions pour un projet commun en un débat de plomberie. Il s'agit ni plus ni moins d'un détournement politique. Comme trop souvent, on cherche à ramener la discussion sur les « vraies affaires », on disqualifie le rêve et les idéaux.

Quel est le lien avec la version de Robin des bois offerte par Ridley Scott ? Il semblerait que Hollywood a aussi ce besoin de retourner à la rationalité derrière les choses. Raconter des histoires n'est plus suffisant, il faut maintenant tout savoir du comment du pourquoi, dépasser la légende et entrer de plain pied dans la « réalité ». Ainsi donc, on multiplie les prequels et les « vraies histoires » des mythes et des contes.

En plus de réduire l'espace dédié à l'imagination, à l'interprétation, on dirige l'auditoire dans un guet-apens idéologique, tout comme on le fait en politique. À grands coups de « vérité objective », on falsifie les trames narratives au gré de ses propres convictions. Pourtant manipulée comme dans n'importe quel film, l'histoire prétend permettre de fermer la porte aux spéculations. Bien entendu, il n'en tient qu'à nous de refuser de nous laisser prendre. Et laissez-moi vous dire qu'il n'est pas difficile pour une personne qui connaît un peu l'Histoire de ne pas se laisser prendre par le récit ennuyant et peu crédible de Robin des bois.

D'abord, notons que ce que Scott tente de faire n'est pas de raconter une « vraie » histoire, mais plutôt de redonner un cadre authentique, une origine réaliste à un mythe sublimé par Disney – ou les communistes (voir la version avec Errol Flynn). Les collants verts de Robin des bois font donc place à des habits aux couleurs plus terreuses. Ainsi, on suit les aventures d'un simple archer, Robin Longstride, un homme honnête, juste et loyal, qui, par un concours de circonstances, se retrouve sur les terres de Nottingham. Devant un monarque tyrannique et légitime de justesse qui veut taxer les pauvres gens pour renflouer le trésor royal qui s'est vidé pour payer une guerre au

Moyen-Orient (ça vous rappelle quelque chose ?). Il devient une figure de proue du mouvement contestataire. S'ensuit une guerre contre les Français qui prend rapidement des allures de débarquement en Normandie, mais au XII^e siècle. Pourquoi pas. Le tout, bien entendu, dans un souci de rigueur historique. La rigueur historique a cependant laissé de côté le fait que Richard Cœur de Lion ne parlait pas un mot d'anglais, que la noblesse n'était pas qu'un titre donné à un paysan plus charismatique qu'un autre, que les Français n'étaient pas que des bêtes sanguinaires obsédées par la conquête de l'Angleterre, que les femmes ne s'émancipaient pas d'un coup d'autorité et que les enfants presque nus ne survivaient pas dans une bataille contre des soldats en armure. Mais faut bien que ce soit un peu distrayant, nous dira-t-on. Tous les efforts mis dans le choix des bonnes couleurs, des bons costumes et des bons décors ne parviennent cependant pas à faire oublier tant d'incongruités. On finit par éclater de rire face à cette représentation de la campagne médiévale où la femme noble laboure les champs pour aider ses paysans.

Mais le pire dans ces « reconstructions presque authentiques » du cinéma n'est pas les libertés prises avec l'époque dans laquelle le scénario évolue. Non. Le pire est le côté politique, la recherche historique de la justification du système actuel. Si on se fie à Hollywood : les premiers capitalistes étaient en Grèce antique ; la démocratie telle qu'on la connaît aujourd'hui est un rêve partagé entre les hommes justes depuis toujours ; l'émancipation des Noirs, des femmes et des gays est une question fondamentale qui traverse les âges ; l'individualisme, la recherche de profit et la conception moderne de la famille sont des valeurs universelles et intemporelles. Sans oublier le côté manichéen placé par-dessus tout ça. Peu importe l'époque représentée, les gentils finissent généralement par embrasser toutes les valeurs que nous considérons aujourd'hui comme positives. La diversité et la complexité de l'expérience humaine est réduite à la grande marche unitaire de l'Histoire. Tout ce qui est projeté sert à dégager l'essence téléologique du sens du monde, tout devient un mythe fondateur.

Le pire est [...] la recherche historique de la justification du système actuel.

(Attention, cet article envoyé du Festival de Cannes ne contient pas l'expression « Xavier Dolan » !)

Petits Films et grande foire sur la Côte d'Azur

FRANÇOIS CAVAILLÈS

Envoyé spécial du Couac à Cannes

« Ici, c'est tout pour l'argent, partout, dans cette ambiance où des gens montent les marches sur une musique de strip-tease, alors qu'il y a des films qui parlent de sujets graves. Je suis bien déçue... » C'est comme ça, la découverte de Cannes pour cette productrice turque comme pour beaucoup qui croient encore y aller pour le cinéma.

À quoi jouent-ils, ces grands noms (américains pour la plupart) qui paradedent sur le tapis rouge, à part à faire du tort à toute une profession bien fragilisée ?

Cette année peut-être plus que jamais, ce sont toujours les mêmes, cheveux tous blancs, le ventre en bombonne sous le smoking. Scorsese, Woody Allen, Almodovar... Connus jadis pour des oeuvres singulières, aujourd'hui rentiers de leur savoir-faire.

Dans le même élan audacieux de plongée jusqu'au fond des pantoufles, la Sélection officielle a rappelé un paquet de vétérans pour confirmer des savoir-faire et pour répandre dans les salles un conservatisme frileux navrant.

Mike Leigh, par exemple, a fait du Mike Leigh de plus belle (avec le bien nommé « Another Year »). Son cinéma intimiste, voisin du théâtre et même proche de la télé-réalité, tendu au fil de l'amitié, de petites jalousies en conversations légères, a pour principal mérite de montrer en quelques personnages une réalité sociale fragile, mais pas triste, au-delà du cadre familial. Avec des dialogues véridiques, de belles rencontres délicates, mais aussi de violentes montées de mépris, une musique classique discrète et très juste... Avis aux amateurs (de films français tournés chez les Anglais).

Dans la catégorie auteurs poids-lourds sur le retour, l'ancienne gloire Takeshi Kitano (à son meilleur dans les années 90) était là aussi. Resservi au bon moment apparemment, vu les longues files d'attente pour les projections d'« Outrage », polar épuré, ultraviolent à ses heures.

Une fois n'est pas coutume, l'Afrique a enfin émergé pour tenter d'attraper la Palme. Mais le Tchadien Mahamat-Saleh Haroun, venu présenter l'émouvant « Un Homme qui crie », est déjà un auteur bien installé, depuis au moins son précédent film « Abouna » (sorti en 2002 pour le plaisir des trop rares fidèles du cinéma africain). Il a signé cette fois encore une oeuvre belle et forte. D'un humanisme âpre, « Un

Homme qui crie » (titre inspiré par un poème d'Aimé Césaire) raconte la terrible erreur et la quête de rachat d'un pauvre père de famille (un peu comme dans « L'Enfant », la dernière Palme d'Or des frères Dardenne).

Sur la crise économique, Oliver Stone a ressorti un « Wall Street », assez bof paraît-il, de derrière les fagots et l'oublié Michael Douglas de la salle de réanimation aux soins intensifs, pour mettre son dentier et rejouer, plus de 20 ans après, le vilain personnage de Gordon Gekko. (Sur Hollywood et l'histoire comme produit dérivé pour pallier le vide cosmique d'imagination, voir l'article sur « Robin des Bois », film d'ouverture du festival et jolie invitation, en fait, à commencer à voir des films au deuxième jour).

Un peu plus honnête peut-être au sujet des affres de la finance, le documentaire démonstratif américain « Inside Job » est une enquête assez fouillée pour expliquer comment en 2008, aux États-Unis surtout, tant d'argent est parti en fumée et en couenne de traders (voir le site Internet du film, www.insidejobfilm.com). Concluant par un plaidoyer plutôt banal en faveur d'un procès d'État et d'un geste de démocratisation du système universitaire américain, « Inside Job » ne vaut pas un autre documentaire, chilien celui-là, « Nostalgie de la Luz » (présenté hors compétition, de Patricio Guzman, autre papi de la caméra), qui condamne avec poésie, dans des images et par des mots superbes, des atrocités imputées aux milices de Pinochet (dans des camps d'extermination au désert de l'Atacama) et qui défend surtout avec simplicité et dignité, dans l'action, la valeur de l'éducation.

Et pour conclure la foire d'empoigne, à la question de savoir quel réalisateur (schpountz parmi les schpountz, aurait dit Pagnol) a aujourd'hui le plus grand pouvoir d'attraction, il pourrait s'agir, au bouche à oreille, dans ce festival des vieux de la vieille, de... l'ancêtre du cinéaste, mais oui Jean-Luc Godard (absent sur la Croisette, mais interprété par le chœur des « Godaristes ») !

« Film Socialisme » (projeté dans la sélection Un certain Regard) est encore un essai nébuleux, ou plutôt une fiction segmentée, de « JLG », parti du postulat (voix off) que « L'argent est un bien public, comme l'eau » pour parvenir à cette conclusion plein écran, blanc sur noir : « Quand la loi n'est pas juste, la justice passe avant la loi. No comment. » Et le public cannois s'est applaudi, évidemment...

L'insolence... de qui ?

GUILLAUME BEAULAC

Fin janvier, un vidéoclip intitulé « Nique la France » du mystérieux groupe Z.E.P (Zone d'Expression Populaire) faisait son apparition sur divers sites de diffusion vidéo*. On y voit Saïdou du M.A.P (le Ministère des Affaires Populaires, un groupe hip-hop bien connu) introduire la Zone d'Expression Populaire, ainsi que deux « Français de souche bien Blancs », vraisemblablement dans la cinquantaine, MC Jean-Pierre et Buster Robert, nous servir un texte dénonçant le racisme et le capitalisme en France, tout en faisant une attaque en règle des injustices commises au nom de la laïcité républicaine française. Avec un tel titre, nul besoin de dire que le texte ne fait pas dans la dentelle, et la présence dans le vidéo des deux « Vrais Français » a su faire réagir amplement (ils ne chantent malheureusement pas dans les morceaux de l'album).

Affligeante / L'évolution en 60 ans / Regarde à l'Assemblée / Il y a qu'des culs tout blancs / Ils veulent l'intégration pas la Rolex ou le jambon / Ici on t'aime quand t'es riche et quand tu bouffes du cochon / Quand t'adhères à leurs projets, quand tu cautionnes leurs saloperies / Leurs lois, leurs expulsions et leur amour de la patrie / Certes, ils adorent le couscous et Cheb Khaleb / Mais ils flippent quand leur fille leur ramène un Mohamed

(dans « Nique la France »)

Z.E.P a depuis rendu disponible gratuitement sur son site web son album *Devoir d'insolence*. Composé de Saïdou et d'Alec (du groupe Rennes), le nouveau groupe nous amène un album diversifié avec des mélodies et des rythmes presque toujours accrocheurs (deux ou trois morceaux sont moins intéressants), introduisant notamment des instruments « traditionnellement français » – par exemple, « La gueule du patrimoine » et « Nique la France » sont rappées sur un fond d'accordéon. Attention toutefois, cette musique n'est là que pour accompagner des textes qui abordent différents aspects de l'exclusion, de la pauvreté, du racisme et sa variante encore plus dérangeante, le racisme ordinaire qui ne se reconnaît pas.

Sacrilège ! / Ya d'l'halal à la cantine / D'la sharba dans la cuisine / Des hijabs à la piscine / Et des jolis tapis d'prière dans les usines / Ils ont tellement les nerfs qu'ils sont accrocs à l'aspirine [...] Ils voulaient du folklore / Et de la danse du ventre / De l'exotisme servi avec un thé à la menthe / Des p'tites pâtisseries / Des fatmas obéissantes / Bien dociles pour ramasser, nettoyer, torcher leurs fiandes »

(dans « La gueule du patrimoine »)

Et le Québec aussi est accro à l'aspirine ; chez nous aussi cette diversité dérange.

Récemment, nous avons eu la visite de Caroline Fourest dans le cadre du colloque « Laïcité et Égalité » (où intervenait également notre Chanoine Croulx contemporain, Mathieu Bock-Côté). Ne vous méprenez pas, le discours de cette intellectuelle gauchisante est attaqué par Z.E.P :

Et y'a nos intellos / Nos p'tits fachos à lunettes / Nos têtes à claque / Comme la connasse de Fourest / Qui propagent, alimentent la haine du musulman / Du banlieusard, avec leurs discours stigmatisants / Leurs discours arrogants, insultants et méprisants / Omniprésente leur propagande dans les médias dominants / C'est l'union sacrée / Contre l'envahisseur, le barbare, le sauvage / Contre l'ennemi intérieur

(dans « Nique la France »)

L'on comprend également assez vite, à écouter l'intellectuelle qui a pris d'assaut toutes les tribunes lors

de son passage au Québec, que l'ensemble de l'album dénonce ses propos et ceux de ses comparses. Les mêmes discours sont populaires au Québec, comme en témoigne malheureusement ce colloque, et il serait important à mon avis de ne pas tomber dans les mêmes pièges... ce que nous tendons à faire si on en croit les discours rapportés dans les grands médias.

Voter ? Franchement / Y'a qu'des bouffons sur 'listes électorales / Leur problème c'est bien l'islam et non l'port du voile intégral / J'peux pas suivre le troupeau et croire en leur campagne / C'est fou comme des écouteurs font avancer un âne / Plein d'indigènes de la Répub' qui squattent les arrêts d'bus / Et qui se d'mandent à chaque jour qui s'ra l'prochain comme à la roulette russe [...] Et si j'me plains c'est qu'l'État a mis tous les miens dans la même classe

(dans « Pas de baratin ! »)

Le discours de Z.E.P débordé heureusement du cadre de la critique de la laïcité version France. Le morceau « La part du fromage » décrit la lutte entre le renard affamé et le corbeau capitaliste, qui tient dans son bec un fromage qu'il refuse de laisser partir. « Troubadour » est une hymne à l'espoir et une réflexion sur le rôle de l'artiste dans le bordel du monde actuel. Les morceaux « Je chante » et « À l'ombre des tours » parlent d'intégration et du monde du travail, et on y sent aussi une touche d'espoir, et de façon très touchante dans le premier morceau. S'y trouvent aussi une pièce sur la Palestine et une sur la famille.

Au final, avec son *Devoir d'insolence*, Z.E.P met le doigt sur la misère engendrée par le capitalisme, mais aussi – et surtout – sur le racisme ordinaire qui se cache souvent derrière les oripeaux de la « laïcité républicaine ». Après avoir écouté ses excellents textes, qui visent plus souvent qu'autrement très juste, on en vient à se demander qui est vraiment insolent dans cette histoire.

* Le vidéo est d'ailleurs toujours disponible sur DailyMotion et YouTube, il vous suffit d'y rechercher « ZEP Nique la France ».



Vampirisme amoureux

MARTIN DUFRESNE

Il est étonnant qu'un problème aussi répandu et destructeur que les violences exercées par un partenaire intime ne trouvent pas plus d'écho dans la presse imprimée. Heureusement, quelques nouveaux titres brisent le silence.

Il y a trente ans, on n'avait même pas de mot pour désigner cette violence systémique, et les pourcentages lancés ne reflétaient que des sondages préliminaires. Depuis la violence conjugale a fait l'objet de nombreuses études (dont le tableau dressé par la méga *Enquête sur la violence envers les femmes* de Statistique Canada en 1993).

Mais le véritable moteur de cette prise de conscience a toujours été ce que des femmes disaient elles-mêmes sur ce qu'elles avaient vécu au nom de l'amour.

Dans *Le Terrorisme Amoureux* (Éditions de l'Arbre, 2010), par exemple, l'universitaire et journaliste Marie-Claire Cardinal parle de sa longue lutte personnelle pour échapper à un de ces hommes qui «veulent transformer leur compagne en objet...», les isolent socialement, les font passer pour folles ou dépressives, les coupent de leurs enfants et surtout les manipulent.

Elle désigne bien – pour l'avoir vécu et jusqu'à la tentative de meurtre – le «vampirisme moral» qui laisse certains hommes sur leur faim quand, après tous leurs efforts pour la circonvenir, Madame en vient à se réapproprier sa vie.

Julie Bissiau signait l'an dernier un autre livre de la même eau, *J'aime le diable* (K&B Eds), qui déconstruit l'emprise amoureuse à laquelle est particulièrement vulnérable une adolescente «timide et boulotte», prête à excuser la jalousie et les coups d'un premier «amoureux», puis progressivement détachée de son réseau de soutien. Repris par un club du livre, France Loisirs, *J'aime le diable* rejoint depuis un vaste auditoire. À quand l'équivalent au Québec? À quel déni se heurtent de tels textes?

Masculinistes... Danger!

On sait que des forces réactionnaires combattent bec et ongles le portrait qui émane de tels témoignages et que connaissent trop bien les intervenantes des ressources de première ligne, comme SOS Violence conjugale, active depuis 25 ans au Québec.

En effet, s'ils reconnaissent pour mieux l'encadrer l'existence de la violence conjugale, les masculinistes très médiatisés comme le mielleux Yvon Dallaire insistent pour présenter cette violence comme parfaitement symétrique. La violence masculine elle-même est attribuée aux comportements des femmes. Au Canada anglais, le frustré Don Dutton – qui n'a pas digéré d'avoir été accusé de harcèlement sexuel par son assistante de recherche – mène le même travail de sappe.

Choissant les études assez générales pour ne pas tenir compte de l'intensité et de la motivation des gestes portés et de leur tolérance sociale, et prêtant à d'hypothétiques «hommes battus» une discrétion peu avérée dans les faits, ils arrivent même à manipuler les statistiques pour présenter les femmes comme plus violentes que les hommes! Louise Brossard a fait le tour de ces prétentions mensongères dans «Le discours masculiniste sur les violences faites aux femmes», un chapitre de l'anthologie *Le mouvement masculiniste au Québec – L'antiféminisme démasqué* (Remue-ménage, 2008).

Vieux vampires à revendre

«Voyons donc! Si une telle violence existait, ça se saurait!»

– Roch Côté, *Manifeste d'un salaud*, 1990

Vingt ans après les sophismes de Roch Côté, publiés à compte d'auteur et omniprésents dans les bacs de recyclage, on voit ces jours-ci quelques antiféministes chenus retenter le même coup et quitter les sous-sols miteux d'où ils ne cessent d'inonder les médias de lettres ouvertes pour défilier devant les micros et les caméras de droite (V et diverses radics-poubelles).

Jouant la carte du «féminisme-qui-est-allé-trop-loin», ils réclament rien de moins que la suppression de toute subvention aux maisons d'hébergement québécoises (qui, à les entendre, ont souvent accueilli les ex des membres de leurs groupes). Ils accusent les *féminiss* de gonfler les chiffres de la violence conjugale pour mieux diaboliser les hommes et détourner des fonds publics.

On peut constater la dangerosité de tels propos aux États-Unis, où Arnold «Terminator» Schwarzenegger vient de supprimer tout financement au réseau des maisons d'hébergement.

Semaine après semaine, ce sont pourtant bien en grande majorité des hommes qui tuent une conjointe, une ex, leurs enfants ou une voisine réticente... mais apparemment ils s'en contrecinciboisent, tout comme les journalistes qui font leur jeu.

Et ce que pourraient dire des femmes de leur réalité reste confiné entre murs des centres de femmes.

VALENTIN TARDI

LAS ROSAS (Actes Sud- l'AN 2) d'Anthony Pastor

HOTEL KORAL (Actes Sud- l'AN 2) d'Anthony Pastor

ICE CREAM (Actes Sud- l'AN 2) d'Anthony Pastor

Le premier vient de paraître, le second date de 2008 et, le troisième de 2005. Que voici un corpus de trois albums fascinants pour ce jeune trentenaire, aussi passionné de théâtre, apparemment hantés par l'univers américain proche du Mexique, que du roman noir. Ses deux premiers albums se présentent avec des pages toujours composées de deux dessins cartes postales avec narration dessous. Les dessins de *Ice Cream*, un polar dans lequel le personnage recherche la mort, sont en noir et blanc tandis que, pour *Hotel Koral*, une forme de réminiscence d'un crime de guerre faisant contrepoint à des réflexions sur la Shoah, l'auteur privilégie le crayon de couleur en bois – dans les deux cas le travail de hachures rend les scènes presque vivantes... Innovant encore son tout nouvel album qui, graphiquement adopte un style BD noir et blanc avec des trames apparentes comme dans les comic strips des quotidiens, se surpasse pour la finesse des traits de caractères des personnages d'un mini village peuplé strictement de femmes situé en plein désert reste hallucinant. Ce qui pourrait se résumer platement à un western tortilla à l'eau de rose déborde largement sur la maternité, l'espoir et des questions de justice quand ce n'est pas la mémoire ratrapant la réalité. Un bouquin de 300 pages jamais épais et déjanté à souhait!

LES AILES (Bayard Images) de Jimmy Liao

Assurément cet auteur complet – un dessinateur imaginatif et un conteur carburant à l'onirique taiwanais sort des sentiers battus avec ses vastes illustrations colorées sous-titrées comme l'étaient les BD à une autre époque. Ce titre, qui précède *La lune perdue*, sort du même tonneau surprenant. Véritable roman graphique à la portée de tous, on prend la mesure des raisons essentielles de la vie; soit d'assumer sa liberté, oser l'explorer en refusant la facilité des chimères du tapis roulant organisé... Dans ce livre, un p.d.g. se voit pousser une paire d'ailes que l'on tentera d'abord de mettre en cage pour ensuite y mettre le bistouri. Qu'à cela ne tienne, les ailes, dans un élan instinctif, prendront leur ultime envol avant l'irréparable. Un appel à l'immensité en toute simplicité!

RAMON VITESSE

PHILIPPE MIUS D'ENTREMONT, De vent et de glace (autoproduit/www.philmius.com)

Ce versatile violoncelliste québécois, vous l'avez probablement croisé dans l'un ou l'autre des projets où il essaime : Les Ékorchés, Nathalie Lessard et ses Têtes de contre, Amélie Di Foster, Les Tireux d'roches mais aussi dans son travail personnel solo dont voici le résultat en album. Grave et instrumental – violoncelle seul, le voici nu et sans autre fioriture qu'un équipement d'enregistrement afin de créer des loops sur lesquels il explore avec beaucoup de sensibilité des moments inspirés de solitude, de brumes, de nocturnes, d'observation d'une tortue serpentine; bref pour emprunter le titre qui ouvre son disque, les *Méandres* de l'indicible vibrant sous son archet. Jamais sa technique ne prend le pas sur le rendu de l'émotion et c'est certes cette humilité qui rend l'écoute de ce disque extraordinaire.

THE PACK A.D., We kill the computers (Mint Records)

En travers des codes de genres ces deux femmes de Vancouver mitonnent tout un rock'n'blues alternatif : le leur salement propre, avec un aplomb communicatif et frondeur d'être libres! Becky Black (guitare et voix) et Maya Miller (batterie) ont rapidement pris la route du monde entier pour faire partager une fougue peu commune – elles tournent sur une base quasi permanente et, voici déjà leur troisième album qui se démarque par une énième échappée belle. C'est simple, leur musique organique atteint inmanquablement une zone de transe autant que ces textes proches d'observations qui nous rappellent que de se fier à nos frères animaux est souvent moins bête...

LE HUSKY, La fuite (La Grosse Boîte/Select)

Seconde étape du projet pop-rock avant garde de Yannick Duguay dit Le Husky qui programme et chante l'amour dans tous ses à-côtés et ses états (le spleen, il affectionne, son *Si je mourrais là-bas* d'Apollinaire le démontre) avec des amis; notamment Fanny de La Patère Rose. *La ville nous recraché comme l'océan rend ses noyés / La lumière de la rue laisse voir nos corps brisés* – voici le type de paroles qui démontre une envie d'expérience ultime. Les différentes pièces ont quelque chose de squelettique et, les ambiances transcendent au point où, par exemple, *Manque*, qui ne fait qu'une minute instrumentale, évoque un souffle court (au moyen d'une flûte insistante), haletant même.



Spéculer d'une seule main

Des rapports indiquent que des employés de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ont passé plus de temps à consulter de la porno en ligne qu'à superviser la crise financière, ce qui explique leur obsession à vouloir stimuler l'économie.

Imaginer

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Quand adviennent des transformations politiques, une question surgit inmanquablement : quels sont donc les effets de ces transformations sur les gens, sur le «vrai monde» pour reprendre une expression populaire au Québec. Le discours politique est tellement lié au mensonge et aux demi-vérités que plus personne ne le considère sans méfiance. On connaît cette duplicité : on crie liberté en enchaînant des populations entières, on détruit des vies en prétendant en sauver, on se montre généreux en n'agissant au fond que dans son seul intérêt. La méfiance largement distribuée face au discours politique porte à aller voir sur le terrain, dans la rue ou à la table de cuisine pour tenter de comprendre ce qui se passe «politiquement» dans la vie des gens.

Si, en s'attablant pour une entrevue ou en militant dans un groupe de base, on trouvait la «réalité» de la politique, ce serait génial. On aurait, enfin, accès au monde politique vécu. On pourrait alors, d'un coup d'analyse bien placé, encenser ou critiquer telle mesure ou telle situation. André Corten, Vanessa Molina et l'équipe du Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique Latine (GRIPAL) ont compris depuis longtemps que ce n'est pas si simple. *Images incandescentes*, un ouvrage qu'ils viennent de faire paraître aux éditions Nota bene fait preuve d'une démarche de recherche subtile, réfléchie et très sensible.

La politique est fuyante et omniprésente tout à la fois. Notre vie et nos décisions quotidiennes sont très rarement entièrement politiques, on agit souvent pour plusieurs motifs à la fois et on ne sait plus très bien l'élément décisif qui guide nos choix. Même quand il s'agit d'aller voter (geste typiquement politique pour la science politique à courte vue), si on le

fait pour le joli sourire de la candidate ou pour l'haïne fraîche du futur maire, fait-on encore un geste politique? À l'inverse, la question politique, la question de s'organiser en commun, d'instituer un certain ordre dans la société et d'organiser sa vie autour/en fonction/contre cet ordre, cette question n'est-elle pas présente au jour le jour dans nos discussions, réflexions et actions?

Bien conscient-e-s des difficultés que présente l'étude du politique, les auteur-e-s nous font portrait de la violence et de l'expression politique de la souffrance en Amérique Latine sur deux modes. Dans le premier, que je qualifierais d'historico-littéraire, les données d'une enquête d'opinion qu'ils ont réalisée sur le terrain sont croisées avec l'histoire socio-politique de certains pays et des extraits des grandes œuvres littéraires de ces cultures nationales. Cette lecture se concentre généralement autour d'un concept-clé développé pour chacun des pays étudié, un prisme à travers lequel on peut mieux voir le Brésil, le Venezuela, le Chili, l'Argentine ou le Mexique. L'autre mode d'approche de l'Amérique Latine auquel on nous invite est une série d'extraits d'entrevues faites dans différents pays et qui permet de situer les points de convergence et les points de divergence sur les questions de la violence et de la souffrance.

Que trouve-t-on au bout d'une telle démarche? Les auteur-e-s prétendent y décrire un imaginaire politique. Alors qu'on se détache du discours politique officiel pris naïvement et qu'on se penche sur «la vraie vie du vrai monde», on trouve finalement un discours politique. Ou plutôt des lignes de force autour desquelles se construisent les discours politiques du quotidien. Qu'est-ce qui est possible et impossible? Qu'est-ce qui est souhaitable ou non? Qu'est-ce qui cause la violence? Qu'est-ce qui la justifie? Comment peut-on la prévenir? Il existe dans les sociétés des normes pour répondre à ces questions, des façons de comprendre l'organisation du monde

OUVERTURE CUBAINE DIFFICILE

Fidel Castro possède son propre compte Twitter, mais est incapable de s'exprimer avec seulement 140 mots.

relativement répandue. Ces imaginaires sont fondamentaux pour comprendre les limites dans lesquelles s'inscrit le politique, tant institutionnel que radical. C'est parce qu'on imagine le monde social d'une certaine façon que nous tenons un discours politique spécifique et que nous nous mettons (ou non) en action.

Avec *Images incandescentes*, on s'offre donc un voyage à l'intérieur de l'Amérique Latine. On aurait le goût de dire : «un voyage au-delà des clichés», mais disons plutôt : «un voyage au-delà de nos clichés», au centre des leurs». L'Amérique Latine devient d'ailleurs beaucoup moins unie et homogène quand on atteint la fin d'un livre qui sait mettre en relief les différences particulières des pays visités. Accessible à ceux qui ne connaissent ni l'Amérique Latine, ni la science politique, mais d'une grande profondeur pour ceux qui ont la chance de connaître un peu les deux; le travail d'André Corten et de Vanessa Molina pourra faire office de voyage pour alléger un été montréalais, mais éclairera avec brio un séjour latino-américain.

CORTEN, André et Vanessa Molina, *Images incandescentes*, Amérique Latine : violence et expression politique de la souffrance. Montréal : Nota bene, 2010, 212 p.

André Corten et Vanessa Molina

Images incandescentes

Amérique latine : violence et expression politique de la souffrance



Éditions Nota bene

MALGRÉ LES POURSUITES DE 11 M\$
2^e ANNIVERSAIRE DE LA PARUTION DU LIVRE NOIR CANADA



JEUDI 22 AVRIL 2010, 20H (OUVERTURE: 19H30) | ENTREE: 15\$

LA PAROLE EST D'OR
L'ALIZE, 900 ONTARIO EST (METRO BERRI-UDAM)

*PAUL AHMARANI | PAUL CHAMBERLAND |
ALAIN DENEULT | FRANCIS DUPUIS-DÉRI
| BERTIN DZANGUE | LOMOMBA EMONGO |
JEAN-FRANÇOIS LESSARD |
MAIA LOINAZ & NADINE WALSH*

ALIZE **écociété**
Photo: Allan Lissner

Le 22 avril dernier à Montréal, dans la salle de l'ALIZÉ remplie à craquer, les Éditions Écociété célébraient le deuxième anniversaire de la sortie du livre *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Cet anniversaire était aussi celui, plus amer, des deux poursuites en diffamation engagées par les minières canadiennes Barrick Gold et Banro contre les Éditions Écociété et les trois auteurs de *Noir Canada* pour un montant total de 11 millions de dollars canadiens. Cela équivalait à peu près à 50 ans de revenus annuels de la petite maison d'édition pour avoir publié un essai critique qui rend compte de questions d'intérêt public. Ça fait cher la page, surtout pour un essai...

Après plus de 20 mois de procédures judiciaires où les cinq employés d'Écociété et les auteurs de l'ouvrage ont dû produire un très grand nombre de documents, subir 17 journées d'interrogatoires hors cours et évidemment préparer leur défense, on apprenait récemment que le procès que leur intentait Barrick Gold se tiendra finalement en septembre 2011. Quarante jours de pur plaisir, échelonnés sur quatre mois d'audiences sont prévus pour trancher sur ce que le professeur Pierre Noreau, coauteur du rapport MacDonald sur les poursuites-bâillons, n'hésite pas à qualifier de... poursuites-bâillons ou SLAPP!

Et comme s'il persistait encore des doutes sur ces attaques frontales à la liberté d'expression,

la Barrick en a remis une couche en mars dernier en empêchant la maison d'édition Talon Books Ltd., de Vancouver, de publier le manuscrit *Imperial Canada Inc. : Legal Haven of Choice for the World's Mining Industries*. La mise en demeure est cette fois-ci assésinée à sept auteurs, à deux éditeurs (dont Écociété) et à deux traducteurs de cet ouvrage (quand on vous dit que ces entreprises ne regardent pas à la dépense...). La mise en demeure de la minière aux ressources financières quasi illimitées a eu l'effet escompté : la maison d'édition, effrayée par le coût des poursuites judiciaires envisagées, a annulé la publication de l'ouvrage collectif, dont les auteurs de *Noir Canada* avaient écrit des chapitres.

À ce « silence est d'or » qui prive ainsi les Canadiens d'un éclairage et d'un débat essentiels, Écociété a donc répliqué en rappelant que « la parole est d'or », peu importe les détours, les esquives et les formes imaginables et inimaginables qu'elle peut prendre. Comme ce « poème théorique », véritable charge lyrique écrite et lue par Alain Deneault ce soir-là, qui, tel un Thésée remontant le fil d'Ariane de ses combats récents, terrasse (du moins métaphoriquement) un Minotaure empêtré dans sa haine...

Cette petite envolée en guise de conclusion n'avait pour but que de vous mettre en orbite pour cette pièce de résistance. Accrochez-vous bien, ça en vaut la peine.

YVON D. RANGER

L'ÉCONOMIE DE LA HAINE

Poème théorique

ALAIN DENEULT

Point de haine de l'économie là où on nous fait aimer l'argent (à tout prix). Point de haine de l'économie mais une économie de la haine. Le programme : faire l'économie de la haine. Haïr sans qu'il n'y paraisse. Ainsi s'investit-on dans l'asservissement à l'argent.

Les méthodes furent jadis rudimentaires pour dissimuler à la conscience le fait de haine qui motivait la prédation économique. Les soldats grecs réduisaient leurs victimes à l'esclavagisme et se contentaient de proclamer leur naturelle supériorité. Puis le dieu monothéiste vint ; puisque c'est lui qui situe l'or non pas à Manhattan ou à Paris mais dans les montagnes d'Amérique latine ou les sites agricoles d'Afrique, aussi bien accompagner l'obscur raison de cet état de fait, d'obscurs desseins de pillage entretenus là où le dollar cite Dieu.

Mais l'économie de la haine n'a jamais pu aussi purement se faire qu'à la faveur de l'argent, de la psychose numérique et de l'acharnement comptable. C'était en froid rationaliste que Malthus l'économiste préconisait la mort littérale des pauvres pour régler le problème de la pauvreté. Éradiquer les pauvres : il s'agissait d'y penser ! – mais de surcroît parlait-on de ce fait d'éradiquer la vie. Explicitement, définir la richesse comme n'étant plus de l'ordre de savoir penser, de savoir aimer, de savoir danser et de se savoir heureusement saisi dans un tout de l'entregent. Non, dira ce scientifique borné et soutenu par la postérité : doit être considérée richesse uniquement la production sujette au calcul, au nombre, et donc à la mesquinerie de la répartition chiffrée. Car, se demandait ce calculateur, si, plutôt que de produire au profit de ceux qui comptent, on se savait riche de ce que l'on est sujet pensant, dansant, aimant, nous *risquions* de nous satisfaire de ce que nous devenons tandis que les données comptables seraient, elles, éventuellement à la baisse, la matérialité productive moindre, l'économétrie défaillante. Il fallait donc mettre au pas le réel et ses histoires pour assujettir nos pulsions aux réalités comptables de la névrose savante.

Conter, ce verbe de la narration sensible, conter c-o-n-t-e-r, pour énumérer les termes d'un récit, en *premièrement* il advint ceci, *deuxièmement* survint cela, et *troisièmement* il s'ensuivit autre chose... conter la vie fut relégué progressivement à une activité marginale au profit de compter, c-o-m-p-t-e-r : Non plus conter la vie mais vivre de ses comptes, faire ses comptes, compter intransitivement sans que le réel lui dans l'affaire ne compte. Que des colonnes comptables qui pousent comme des gratte-ciels dans une énumération toujours plus effrénée de rien, prenant toute la place dans des journaux quiaturent de sens l'espace du public. Et tandis que les uns comptent leurs morts là où on leur a pillé pétrole, bois et nourritures quand on n'a pas emporté avec soi les hommes vaillants et les femmes infortunées, les autres comptent, éthérés, sur des résultats financiers censés ne signifier rien d'autre qu'eux-mêmes.

L'économie se déploie donc au détriment de la vie. Mais par l'économie haït-on la vie ? Pas encore : la rationalité fait l'économie de la haine.

Le déshonneur et le dégoût de soi que l'on éprouverait envers soi-même si l'on devait soi-même piller, violer, tuer, congédier et expulser loin de terres natales, ce déshonneur et ce dégoût, notre culture comptable nous

permet d'en faire l'économie sans nous priver de son efficace résultat.

Cette jouissance noire dissimulée dans les exclusifs rapports comptables n'a plus de forme déclarée. Spolier des populations : oui. Soutenir des dictatures : oui. Armer des chefs de guerre : oui. Mais ne jamais inscrire cette activité dans la catégorie de la haine, mener des actes de haine sans assumer le sentiment lui-même. Ne pas éprouver de jouissance mêlée de honte en écrabouillant un peuple. Ne pas éprouver de frissons en ordonnant soi-même une livraison d'armes. Ne pas afficher de sourire sardonique en privant une population de ses arbres, de ses sols, de ses poissons, de ses droits, de son honneur. Considérer moins les colonnes de chars que les colonnes de chiffres. En tout temps faire l'économie de la haine. Rester scientifique ; la concurrence, la croissance, la gouvernance la transparence remplacent la décadence. Sous les données, sous les calculs et sous la spéculation, oui : des crimes, du sang, du vol et des morts, mais assourdis par ce savoir économique et ses prérogatives légales.

Sinon, oui, certes, aussi, s'y prêter, à cette économie de la haine, mais en creux. Mais sourdement. Secrètement. Comme les motions de l'âme correspondant à un fonds qui circule sous le secret bancaire. Éprouver de la haine, certes, peut-être, oui, mais étouffée dans la lourdeur d'un bilan financier, sous le satanisme lisse des rapports annuels, dans le creux du rictus qui accompagne un prix de gala, dans le déni journalistique de la spoliation quotidienne.

Ne pas haïr pour vrai, mais dans le faux dans lequel on télédiffuse le réel. Dans le carnaval surmené où les institutions s'abîment, dans les fétiches chiffrés où se pervertissent les valeurs.

Et vous, là-dedans ? Où en êtes-vous, aujourd'hui, Monsieur Tremblay de la rue Panet ? Et vous, Monsieur Cloutier qui travailliez dans la construction à Saint-Jérôme ? Et vous, Madame Lemay de Saint-Hyacinthe ? Et les braves travailleurs de la Vickers et ceux de la Davie Ship ?... Et les gars de Murdochville ? Et vous, Monsieur Lachance, Madame Idrissy et Monsieur Traoré de la rue Sainte-Marguerite ?... Il y a quarante ans que là-dessus parole ne vous a été adressée. Aujourd'hui, maintenant, comment vous manifestez-vous ?

Le peu qu'on vous donne, que l'avez-vous touché que déjà vous le confiez à celui qui vous promet des miettes. Tu déposes comme tout le monde, respectivement



PHYNANCE.

et machinalement, ton bas de laine aux pieds de celui que tu juges grand alors que tu fais sa grandeur. Il te promettra des avantages : une retraite dorée en plastique ou des lignes de fuite accompagnées de néons. Puis il s'assure que s'il te vient d'aller voir au-delà des informations sur les plans de carrières des grands qui te divertissent politiquement, il y a la consommation, l'habitation, la mode et le sport. Il stationne là ton esprit.

C'est que la place publique n'appartient plus à personne. Une horde de « chroniqueurs » t'y attendent : des rodomonts dont les groupes de presse ont appris à exploiter les troubles de personnalité narcissique. Tous plus « libres penseurs » les uns que les autres, ces « francs-tireurs », « grandes gueules » et autres figures s'inspirant du registre animal ou militaire, se nourrissent aux mangeoires de la concentration médiatique. Ils posent en omniscients parce qu'ils sont omniprésents. Leurs intuitions du jour tiennent lieu de méthodes. L'instantanéité triomphante de leurs raisonnements péremptores chasse la tradition séculaire. De tels vandales du sens succèdent désormais aux penseurs avertis pour déstructurer les conditions mêmes de la pensée publique. Une société qui les accepte verra fatalement toute discussion tourner autour de leurs sautes d'humeur exprimées en temps réel et de leur vanité pathologique amplifiée par d'imparables porte-voix. La liberté d'expression est à ce prix et c'est le prix que paient les ayants droit de la propriété illimitée pour se l'accaparer à travers leurs journaux.

On te fait aussi comprendre que la science du calcul se réclame du nom de justice dans un ensemble de termes et de sèmes détachés de ta réalité du langage. Il te faut alors te subordonner à des spécialistes qui pensent légalement à rebours du bon sens. Ce qui t'est commun – le sens lui-même fait de pensée et de volonté –, cela t'est retiré dans ces arènes spécifiques à laquelle la technique moins que l'argent conditionne l'entrée. Il te faut déjà être riche pour te payer l'interprète qui te permettra de faire l'économie de la haine.

Que te reste-il donc ? Sinon que d'être engoncéE dans le « complexe narcissico-casanier », et y survivre en banlieue du monde. Être soi-même partie prenante de la calamité de l'époque voilée par les graphiques comptables, les statistiques enchevêtrées et les propos d'experts souriant tous les jours à leurs méprises de la veille. Avec cette monnaie de singe, se garder de la folie, consommer sa petite différence et trôner dans la principauté de son salon. Tout nous y est là destiné. Nulle nécessité dès lors de penser au-delà de ce module. Laisser les rendements de portefeuilles d'action, les relevés de cartes de crédit, les circulaires de pharmacies et les aventures d'agences de voyage tenir lieu de rapport au monde. Peu importe qu'on égorge des femmes enceintes au Congo ou pulvérise des villages ancestraux du Pérou pour en arriver à cet ordre qui tient si droit dans les colonnes des temples à phynance. Pourquoi penser qu'on est quelque part complice du pire ? Tout se passe si loin qu'on se sent soi-même étranger à tant de haine. Et blanchis. Moralement.

Faire l'économie de la haine.

La taire. Qu'on ne voit sous aucune lumière crue les passions tristes sous-jacentes à cette sapience intéressée du temps. L'économie de la haine prise le silence et l'obscurité. Autodafé légalisé et censure psychique sont de rigueur là où elle cherche à imposer sa loi.

Mais ceux qui cherchent à sauver le sens au titre d'une écociété, et terminent leur poème en ne se sachant pas seules, ceux-là ne prennent guère sur eux les termes sourds d'une haine qu'ils n'éprouvent pas. Et ne payent guère par des contorsions psychiques le prix qu'il en faut pour faire l'impasse sur la pensée qu'appelle un régime s'octroyant le droit de décider du vivant d'autrui.

Cette parole rare et cette écriture consignée résultent d'une exigence plus forte que l'inertie de l'époque.